

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA  
**CONDITION LÉGALE DES BIENS**  
DES  
**CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES**

Les biens des congrégations non autorisées  
sont-ils des biens sans maître ?

PAR

**CLAUDE-HENRI MILLOT**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 1 heure de l'après-midi*

---

Président : M. PLANIOL, professeur  
Suffragants { MM. SAUZET, professeur  
WAHL, agrégé

---

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS  
ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL  
22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>  
L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

---

1908



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

---

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA  
**CONDITION LÉGALE DES BIENS**  
DES  
**CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES**

Les biens des congrégations non autorisées  
sont-ils des biens sans maître ?

PAR

**CLAUDE-HENRI MILLOT**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 1 heure de l'après-midi*

---

*Président* : M. PLANIOL, professeur  
*Suffragants* { MM. SAUZET, professeur  
WAHL, agrégé



---

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

ANCIENNE MAISON L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

---

1908



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

---

Il peut sembler étrange, pour qui ne connaît pas les traditions du pays et les idées du moment où fut proposée la loi de 1901, que cette loi n'ait pas appliqué aux congrégations religieuses le droit commun des associations, comme cela a lieu dans d'autres pays.

L'Etat, en France, a eu toujours une tendance à prendre des mesures restrictives à l'égard des congrégations : leur développement fut considéré comme un danger dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. On a invoqué contre les établissements monastiques l'accroissement de la main-morte. Les ordres religieux, constitués à perpétuité, acquièrent sans jamais aliéner et c'est pour cela que Montesquieu a qualifié ces acquisitions sans fin de déraisonnables. Cette objection vise les congrégations autorisées aussi bien que celles qui ne le sont pas. On a invoqué également contre ces communautés leur puissante organisation, l'influence politique qu'elles peuvent avoir. C'est ainsi que M. Waldeck-Rousseau, dans son discours

de Toulouse, proclamait qu'il fallait faire face au développement continu d'un organisme qui, sous le voile spécieux d'un institut religieux, tend à introduire dans l'Etat un corps politique, à devenir indépendant et à usurper l'autorité.

Avant la loi de 1901, il y avait en France des congrégations autorisées et d'autres qui ne l'étaient point. Les unes étaient en petit nombre ; les autres s'étaient multipliées au cours du *xix<sup>e</sup>* siècle. Les premières avaient la capacité juridique ; les secondes ne l'avaient pas. La loi nouvelle a édicté des sanctions aux dispositions qui prohibaient déjà les congrégations non reconnues.

Mais que faut-il entendre par congrégation ? La loi est muette. Les membres du gouvernement et ceux du parlement n'ont pas voulu trancher cette question. En l'absence d'une définition légale, les tribunaux et les cours doivent rechercher les caractères d'une congrégation. Ces caractères résultent de faits et de signes extérieurs, dit la cour de Lyon (1), d'un ensemble de circonstances qu'il appartient à l'autorité judiciaire d'apprécier, dit la Cour de cassation (2). La communauté de vie ne suffit pas, à défaut d'autre circonstance, pour caractériser une congrégation alors que cette communauté d'existence s'explique dans les établissements d'enseignement parce qu'elle a pour objet d'assurer la surveillance des enfants (3). Les vœux religieux ne consti-

(1) D. 1905-2-137.

(2 et 3) Ch. crim. D. 1904-1-350.

tuent pas, au point de vue de la loi, un élément essentiel des congrégations religieuses et la considération que des personnes ont été déliées de leurs vœux ne dispense pas de rechercher leur affiliation à une congrégation (1). La cour de Grenoble essayait de dire ce qu'on peut considérer comme un établissement congréganiste : c'est une œuvre d'intérêt religieux caractérisée par des groupements d'ecclésiastiques, des offices quotidiens, des fêtes solennelles, des pèlerinages d'un ou de plusieurs diocèses (2).

Ainsi, à défaut de critérium, dit M. le procureur général Baudoin, les tribunaux juges du fait ont à rechercher les circonstances qui de tous temps ont été prises en considération et dont il est possible d'induire l'agrégation dans un but religieux, la permanence de l'effort sous une direction commune, le renoncement au monde, à la vie de famille, l'abandon de son individualité et l'absorption dans la collectivité par la soumission à une hiérarchie spéciale, par l'asservissement à une règle particulière (3).

Dans le cas où une congrégation existe sans autorisation, elle doit être dissoute, d'après la loi de 1901, et ses biens seront soumis à la liquidation. Après les reprises et les revendications autorisées, à qui sera dévolu l'actif net ? Quels seront les ayants-droit ? Est-ce un bien sans

(1) Ch. crim. D. 1903-1-397.

(2) D. 1904-2-308.

(3) Ch. Crim. D. 1903-1-389.

maître sur lequel s'exercera la prérogative de l'Etat ? Les membres de l'association dissoute ont-ils formé une communauté de fait pouvant réclamer le reliquat des biens qu'ils ont contribué à acquérir ? Tel est l'objet de cette étude.

DE LA  
CONDITION LÉGALE DES BIENS  
DES  
CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES

---

CHAPITRE PREMIER

ÉTUDE HISTORIQUE SUR LA CONDITION DES CONGRÉGATIONS EN  
FRANCE

Des communautés religieuses se constituèrent de bonne heure dans l'Eglise catholique. Il y avait en Gaule de nombreux monastères à la fin de l'empire d'Occident et les ordres religieux, soit d'hommes, soit de femmes, furent nombreux au moyen âge (1). Ils se multiplièrent plus encore à partir de la réforme et leur richesse s'accrut avec les siècles.

Les quatre ordres mendiants existaient depuis le xiii<sup>e</sup> siècle (2). Au xvi<sup>e</sup> siècle, on vit se former plusieurs ordres nouveaux au nombre desquels ceux des Ca-

(1) Beurdeley : Les congrégations et communautés religieuses devant la loi, *Thèse*, 1898.

(2) Les quatre ordres mendiants étaient les Cordeliers, les Jacobins, les Augustins et les Carmes.

pucins et des Jésuites. La plupart des congrégations étaient régulières, mais il y en avait aussi de séculières, composées de clercs qui ne faisaient pas de vœux. Au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle avaient apparu les ordres militaires créés pour la lutte contre l'islamisme.

Pendant longtemps les communautés se constituèrent librement, mais elles avaient la coutume de solliciter l'agrément des princes. L'autorisation de l'évêque était nécessaire (1).

Les vœux de religion entraînaient la mort civile pour ceux qui les prononçaient ; ils devenaient incapables de faire aucun acte juridique. Cette théorie, sous sa forme absolue, remonte au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Les religieux profès ne pouvaient recevoir par succession ; mais leur propre succession s'ouvrait au profit de leurs parents au moment de leur entrée dans les ordres. Ils ne pouvaient être témoins dans les actes juridiques, ni passer des contrats ; cependant ils pouvaient représenter leur communauté dans des actes déterminés, avec l'autorisation du supérieur, et faire les actes nécessaires à la vie journalière en cas de besoin. Le religieux pouvait se former un pécule par son industrie et grâce à des libéralités ; il n'était pas propriétaire des biens de ce pécule à cause de son vœu de pauvreté. La propriété en était acquise à la communauté.

(1) Une hiérarchie s'établit entre les monastères. Les congrégations dépendirent d'un chef suprême, résidant à Rome, près du souverain pontife. Quelques-unes obtinrent de relever directement de la juridiction pontificale.

La loi civile reconnaissait les vœux religieux et un moine pouvait être contraint à réintégrer son monastère.

Ce n'est que dans les temps modernes que l'Etat intervint nécessairement dans la fondation des monastères ; ceux-ci ne purent plus se créer qu'avec le consentement du roi et sous un grand nombre de conditions (1). Il fallait que la communauté appartînt à un ordre approuvé par l'Eglise, que l'évêque diocésain eût accordé son consentement, et que les lettres patentes d'autorisation royale aient été enregistrées par le parlement après une enquête spéciale. Ces lettres patentes étaient exigées de toute communauté dont l'existence ne remontait pas au delà de 1636 (2). Ce laps de 30 ans était considéré comme donnant un consentement tacite du roi et l'établissement non autorisé se trouvait de plein droit converti en établissement autorisé. En fait, beaucoup de congrégations religieuses se formèrent irrégulièrement au xvii<sup>e</sup> siècle et des difficultés en résultèrent (3). Les unes possédaient beaucoup de terres et s'attiraient les convoitises ; mais d'autres qui n'avaient pas de ressources suffisantes furent obligées d'abandonner leurs maisons, car elles étaient poursuivies par leurs créanciers.

La nécessité d'une autorisation du pouvoir royal fut étendue par l'édit de 1749 aux établissements de charité, hôpitaux, hôtels-Dieu et autres semblables. Les congré-

(1) Edits de 1629 et 1659.

(2) Edits de 1666 et de 1749.

(3) Edits de 1659 et de 1666.

gations fondées sans autorisation et qui n'avaient pas acquis l'existence légale par la prescription ne pouvaient pas être considérées comme des personnes civiles, pour employer une expression consacrée ; elles ne pouvaient faire aucune acquisition valable. L'ordonnance de 1749 frappe d'interdiction, d'amendes, de dommages-intérêts les notaires et autres officiers qui prendraient part à des contrats passés par des communautés non autorisées. Il avait été décidé dans l'édit de 1666 que les libéralités faites à des congrégations non autorisées devaient être confisquées au profit d'autres établissements. On voulait ainsi protéger l'Etat contre les acquisitions démesurées des maisons religieuses, acquisitions auxquelles on reprochait d'enlever un grand nombre de biens à la circulation.

L'ordonnance de 1749 décida qu'à l'avenir les biens donnés aux communautés sans existence légale seraient attribués aux héritiers présomptifs du disposant, qui pouvaient obtenir immédiatement l'envoi en possession, sans attendre la mort du donateur. La justice pouvait même prononcer d'office l'envoi en possession des héritiers qui devaient se faire mettre en possession dans l'an et jour du jugement. Cette ordonnance d'août 1749, œuvre du chancelier d'Aguesseau, constitua le régime des communautés jusqu'à la Révolution (1). Elle reproduisait beaucoup de règles qui étaient déjà en vigueur. On lit dans l'article 9 :

« ...Déclarons nul tout ce qui sera fait à l'avenir sans

(1) Elle fut complétée par la déclaration du 20 juillet 1762.

avoir obtenu nos lettres patentes ni les avoir fait enregistrer dans les formes prescrites. Voulons que tous les actes et dispositions qui pourraient avoir été faits en leur faveur, directement ou indirectement, par lesquels ils auraient acquis des biens de quelque nature que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, soient déclarés nuls, sans qu'il soit besoin d'obtenir des lettres de rescision contre lesdits actes ; et que ceux qui auront ainsi établi ou qui auraient été chargés de former ou d'administrer lesdits établissements soient déchus de tous les droits résultant desdits actes et dispositions, même de la répétition des sommes qu'ils auraient payées pour lesdites acquisitions ou employées en constitutions de rentes, ce qui sera observé nonobstant toute prescription ou tout consentement exprès ou tacite qui pourrait avoir été donné à l'exécution desdits actes et dispositions. »

Dans les articles suivants il est dit que si les héritiers des donateurs n'ont pas fait valoir leurs droits, le seigneur du fief pouvait revendiquer et qu'à son défaut le fisc prendrait sa place.

L'ordonnance déclarait nulle toute disposition de dernière volonté qui aurait pour objet la fondation d'établissements de la nature de ceux qui doivent être autorisés par lettres patentes ; mais elle permettait les fondations par actes entre vifs, sauf approbation du roi qui peut refuser ou y mettre certaines conditions (1).

(1) Il y avait des lois particulières au ressort de certains parlements, dit Merlin. V.  *Répertoire de jurisprudence* , au mot  *main-morte* .

Pendant la Révolution, des mesures violentes furent prises contre les congrégations. Le 26 octobre 1789, l'Assemblée Constituante décréta la suspension des vœux monastiques qui furent prohibés le 19 février 1790 (1). Le 2 novembre 1789, sur la demande de Mirabeau, on déclara que tous les biens ecclésiastiques seraient mis à la disposition de la nation, à la charge pour l'Etat de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres (2). Il résulta de cette mesure une immense confiscation, qui est un des grands événements de la Révolution. Pour défendre cette proposition, on avait prétendu que les biens d'église étaient une propriété collective qui devait être utilisée dans l'intérêt public et qu'ainsi la volonté des fondateurs ou donateurs des établissements dépouillés et supprimés était respectée. On ajoutait que la dépossession était une conséquence de la disparition des vœux légaux. Mirabeau avait dit que toutes institutions étant transformées, il était juste qu'il en fût de même pour la situation de l'Eglise.

Une loi du 18 août 1792 supprima complètement les ordres monastiques et religieux, corporations, congré-

(1) La loi des 13-19 février 1790 déclare que la loi constitutionnelle du royaume ne reconnaît plus de vœux monastiques solennels des personnes de l'un ou l'autre sexe.

« En conséquence, les ordres et congrégations réguliers dans lesquels on fait pareils vœux sont et demeureront supprimés sans qu'il puisse en être établis de semblables à l'avenir. »

(2) Les anciens religieux avaient droit à une pension, qui ne fut généralement pas payée, car la plupart refusèrent de prêter serment.

gations d'hommes et de femmes, séculières, ecclésiastiques ou laïques, même celles uniquement vouées au service des hôpitaux, ainsi que les confréries et toutes autres associations de piété ou de charité.

L'Assemblée législative, considérant qu'un pays vraiment libre ne doit souffrir dans son sein aucune corporation religieuse, pas même celles qui vouées à l'enseignement avaient bien mérité de la patrie, supprima donc tous les ordres monastiques existant en France (1).

Dans le titre II, la loi déclara que les biens immeubles de ces communautés seraient vendus dans la même forme et aux mêmes conditions que les autres domaines nationaux.

Le gouvernement consulaire maintint les interdictions prononcées par les lois de la Révolution. Portalis, dans son rapport sur les Articles organiques, dit que toutes les institutions monastiques avaient disparu. L'article 11 de la loi du 18 germinal, an X, décida que tous autres établissements que ceux énumérés étaient supprimés. L'article 10 abolit tout privilège portant exemption de la juridiction épiscopale.

Le décret du 3 messidor, an XII, dut intervenir cependant pour décider que les associations qui s'étaient néanmoins reconstituées seraient dissoutes, et qu'à l'avenir aucune congrégation d'hommes ou de femmes ne pourrait se former à moins qu'elle n'ait été formellement

(1) Titre premier, article premier de la loi du 18 Août 1792.

autorisée par un décret impérial (1) ; cinq congrégations profitèrent de cette faculté (2). Sous la Restauration, une loi du 2 janvier 1817 décida, a-t-on dit, qu'il ne pourrait exister de congrégations d'hommes sans l'autorisation législative. Cette disposition fut confirmée par la loi du 24 mai 1825, qui détermina les cas où l'autorisation pourrait être donnée par décret aux congrégations de femmes au lieu d'une loi. Le décret-loi du 31 janvier 1852 étendit la loi de 1825 aux congrégations de femmes se consacrant à l'éducation de la jeunesse ou au soulagement des malades. En fait, les gouvernements successifs avaient laissé s'établir avec une certaine tolérance des établissements qui n'avaient pas obtenu la reconnaissance légale. En 1880, la Chambre des députés chargea le ministère d'appliquer les dispositions rigoureuses des lois qui proscrivaient l'existence des congrégations non autorisées. Les décrets du 29 et du 30 mars, rendus sur la proposition de Jules Ferry, avaient pour objet de dissoudre les communautés irrégulièrement formées.

Des mesures fiscales furent prises également. Les lois de finances du 28 décembre 1880 et du 29 décembre

(1) L'article 3 du décret dit que les lois qui s'opposent à l'admission de tout ordre religieux dans lesquels on se lie par des vœux perpétuels, continueront d'être exécutées dans leur forme et teneur.

(2) Ce sont : les Lizaristes, les missions étrangères, les prêtres du Saint-Esprit, la compagnie des prêtres de Saint-Sulpice. En 1808, Napoléon autorisa, à titre de congrégation enseignante, les Frères des écoles chrétiennes.

1884 établirent le droit d'accroissement. Le droit d'accroissement fut converti en taxe annuelle par la loi du 16 avril 1895. Il paraît que les congrégations dispersées se reformèrent quand la surveillance administrative se fut relâchée. Elles se multiplièrent et des personnages politiques influents s'inquiétèrent du développement de leurs biens. Au lieu d'avoir recours à des décrets de dissolution, le président du Conseil des ministres, M. Waldeck-Rousseau, déposa, le 14 novembre 1899, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi sur les associations, qui excluait du droit commun les congrégations. C'est dans le titre III de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 que se trouvent les articles visant les congrégations religieuses. Celles qui n'obtiendront pas désormais l'autorisation par une loi, devront être dissoutes et leurs biens seront liquidés judiciairement. Cette mesure s'appliquait même à celles qui existaient au moment de la promulgation de la loi et n'avaient pas obtenu la reconnaissance exigée par les lois antérieures pour leur formation. — Nul ne peut être admis à diriger un établissement d'enseignement ou à donner l'enseignement s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée (1). La loi du 7 juillet 1904 est encore plus formelle ; dans l'article 1<sup>er</sup>, il est écrit que l'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations. Cette dernière loi enleva aux congrégations autorisées le droit

(1) Article 14, de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

d'enseigner et comme conséquence ordonna leur dissolution (1).

(1) L'article 5 de la loi de 1904 dispose que la liquidation des congrégations autorisées à enseigner devra se faire conformément à l'article 7 de la loi du 24 mai 1825.

Les biens reçus par donation ou legs devront faire retour aux bienfaiteurs ou à leurs héritiers aux degrés successibles ; quant aux biens qui ne seront pas rendus aux familles des disposants, on les réunira à ceux que la congrégation avait acquis à titre onéreux pour les employer conformément aux indications de la loi, c'est-à-dire qu'après leur aliénation, le prix sera affecté aux constructions scolaires laïques.

## CHAPITRE II

### DE LA CONDITION DES CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES AVANT LA LOI DE 1901

---

#### § I. — *Inexistence juridique des congrégations non autorisées.*

Nous avons vu tout un ensemble de dispositions défavorables aux congrégations religieuses — surtout aux congrégations non autorisées — soit avant, soit après la Révolution française. Au xix<sup>e</sup> siècle, malgré la défense des lois (1), de nombreux établissements congréganistes se formèrent et quelques-uns bénéficièrent, sans être légalement reconnus, d'une tolérance très grande de la part des gouvernements successifs ; les tribunaux eurent très souvent à intervenir dans des affaires où une congrégation non autorisée se trouvait ou était prétendue se trouver partie. Toute une jurisprudence s'est alors formée et il

(1) Le décret du 3 messidor an XII, les lois du 2 janvier 1817 et du 24 mai 1825, le décret du 31 janvier 1852 étaient encore en vigueur au moment où fut discutée la loi de 1901.

faut reconnaître qu'elle est peu cohérente et qu'on trouve parfois des décisions contradictoires (1). Cette jurisprudence très complexe semble avoir été dominée par deux idées principales et elle a cherché à établir entre elles un équilibre stable sans toujours y parvenir : en droit, les congrégations non autorisées n'existent pas ; en fait, elles exercent une certaine activité.

En droit, il semble bien que les congrégations non autorisées n'existent pas (2). Cela est la conséquence de la longue série non interrompue d'édits, de décrets, d'ordonnances et de lois prohibitives et c'est également ce que constatent les jugements. C'est un axiome juridique indiscutable qu'il est de droit public en France qu'aucune communauté ou association religieuse ne peut exister qu'en vertu d'une autorisation de la loi ; que sans cela un corps semblable ne constitue pas une personne civile, suivant l'expression traditionnelle, et ne peut ni acquérir, ni posséder légalement, ni exercer une action quelconque pour faire reconnaître par la justice ses droits de propriété ou de possession. En un mot, à défaut d'autorisation régulière, une congrégation religieuse a l'existence de fait tant que l'autorité publique la tolère ; mais cette tolérance ne peut lui donner l'existence légale, la personnalité morale

(1) Delasalle, Brunet et Duez. *Les congrégations non autorisées et leurs liquidateurs*.

(2) Certains auteurs, dont Laurent, en concluent que les biens acquis pour les congrégations non autorisées étaient des biens vacants et sans maître quand les anciens propriétaires ne pouvaient plus revendiquer.

qui sont indispensables pour l'exercice des droits civils, et particulièrement du droit d'ester en justice, droit qui est destiné à protéger tous les autres. Les congrégations non autorisées sont incapables de recevoir, d'acquérir, de traiter, d'agir en justice ; elles ne peuvent employer utilement des apparences contractuelles et des interpositions de personnes pour arriver à protéger des actes que des lois d'ordre public frappent de nullité absolue. C'est ainsi qu'en droit, les congrégations non autorisées n'existent pas. Elle ne peuvent acquérir soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, soit directement et en leur propre nom, soit par l'intermédiaire de leurs membres. Les libéralités qui leur seraient adressées sont nulles et ne peuvent pas avoir d'effet, même si elles ont été exécutées. La seule chose possible en fait c'était que les biens légués ou donnés fussent recueillis par les membres de l'association ; ils étaient dans l'indivision à moins que l'un des associés jouant le rôle de prête-nom ne tint lieu de propriétaire unique. Il arrivait souvent qu'un congréganiste, sur la tête duquel reposait la propriété des immeubles affectés à l'œuvre de la congrégation, transmettait ses droits à un autre religieux par testament. Il arriva également que plusieurs membres d'une congrégation formèrent des associations tontinières ou des sociétés civiles.

Par cela même qu'une association a existé et fonctionné en fait et qu'il en est résulté une communauté d'intérêts et de biens administrés par un directeur, une supérieure ou par tout autre représentant, on doit reconnaître

que les tiers ou les membres de l'association, qui avaient des réclamations à former contre elle à un titre quelconque, sont admis à actionner à cet effet ses représentants et à poursuivre l'exécution des condamnations sur les biens faisant en réalité partie du fonds commun, quel qu'en soit le propriétaire apparent. Les associations ainsi mises en cause peuvent être recevables à opposer à l'action dirigée contre elles les exceptions ayant un caractère général, comme la prescription extinctive. Les contrats passés avec le directeur ou la supérieure d'une communauté non autorisée n'en sont pas moins valables, quant aux engagements réciproques qui en résultent, lorsque le directeur ou la supérieure a contracté en son nom personnel, quelle que soit l'intention commune des parties. Les membres d'une congrégation qui auraient figuré dans un acte comme contractants pour leur compte particulier, alors qu'ils n'auraient en réalité agi que dans l'intérêt de la communauté, seraient cependant admis à poursuivre la reconnaissance de leurs droits en leur nom personnel.

En fait, grâce à la tolérance des gouvernements successifs qui a été plus ou moins grande, des congrégations non autorisées ont existé et possédé. Il a été impossible aux juges de ne pas tenir compte de cette situation.

Il leur a fallu résoudre cette difficulté. Ils n'ont pu éviter des contradictions et ils se sont efforcés simplement de donner dans chaque cas particulier une solution d'espèce. Il y a eu là une jurisprudence prétorienne. La con-

grégation non autorisée est une impossibilité juridique, mais une réalité vivante ; le néant possède en apparence comme un propriétaire. Il est résulté de cette opposition permanente entre le droit et le fait des difficultés inextricables. C'est alors que les congrégations non autorisées ont essayé de chercher dans la tolérance des pouvoirs publics à leur égard une source de droits et la consécration d'une espèce de société de fait. Leurs avocats ont fait valoir leur possession d'état, la longue tolérance du pouvoir exécutif qui prenait parfois la forme d'une protection visible. Certains jugements dirent que le pouvoir judiciaire devait ignorer l'existence de fait des congrégations religieuses non autorisées, malgré la tolérance du pouvoir exécutif. Les mêmes défenseurs ont invoqué les lois fiscales hostiles à leur accroissement et fait remarquer que par là le législateur reconnaissait que ces congrégations constituaient des associations de fait. Les biens de ces congrégations ont été encadrés. Or, on encadre un bien parce qu'il existe et on ne pouvait nier que ces biens existaient.

Dans l'examen de la jurisprudence nous voyons une innombrable quantité de décisions qui annulent les actes à titre gratuit ou à titre onéreux faits au profit de congrégations non autorisées par personnes interposées. Il y a là une affirmation réitérée de l'inexistence juridique et de l'incapacité civile de ces congrégations.

§ II. — *La jurisprudence avant la loi de 1901.*

Quelle était l'attitude adoptée par la jurisprudence en face des congrégations non autorisées qui n'avaient légalement ni existence, ni capacité ? Il y a trois catégories essentielles de jugements.

1<sup>o</sup> Une première catégorie de décisions judiciaires comprend des sentences qui obéissent à la logique absolue et déduisent de l'inexistence en droit les extrêmes conséquences sans avoir égard à d'autres considérations.

De ce nombre est l'arrêt de la cour d'Aix, rendu le 25 février 1825 (1). Il s'agissait d'un travail qui avait été exécuté par un entrepreneur pour la congrégation des Pénitents-Noirs de la ville d'Arles. La congrégation qui avait commandé le travail plaida son inexistence de droit pour ne pas payer. La cour considéra que les associations religieuses non autorisées ne formaient pas un être moral et qu'elles ne pouvaient pas avoir l'exercice d'aucune action, soit active, soit passive. Cette jurisprudence qui admet les conséquences extrêmes de l'inexistence légale des congrégations non autorisées se retrouve dans le jugement du tribunal civil de la Seine, rendu au sujet de l'action de la marquise de Guerry contre la congrégation de Picpus (2).

(1) D. 1825-2-348.

(2) D. 1858-2-49. Jugement du 3 avril 1857.

Il s'agissait dans cette affaire d'une demande en restitution d'une somme assez considérable formée par une ancienne congréganiste contre ses anciens supérieurs. La demande était fondée sur l'incapacité absolue de la communauté de recevoir des libéralités (1). Les congréganistes soutenaient qu'étant non autorisée, leur association ne pouvait être actionnée en justice. Berryer, qui était leur avocat, défendit cette thèse et obtint gain de cause malgré les efforts de l'avocat de M<sup>me</sup> de Guerry, M. Emile Ollivier. Le tribunal décida que la communauté ne pouvant agir, ne devait pas être actionnée en justice et que les demandes dirigées contre les membres de la congrégation étaient en réalité dirigées contre la communauté elle-même.

Ainsi, disait M. Emile Ollivier, une association illégale peut exister de fait pour contracter, pour recevoir des dons et des legs directement ou par personnes interposées et n'existe pas pour être actionnée en restitution. Elles existent pour prendre, elles n'existent pas pour rendre ; elles existent pour s'enrichir, elles n'existent pas pour s'appauvrir. Si la communauté est autorisée et capable, elle ne peut recevoir que dans certaines formes et dans certaines limites. La congrégation non autorisée est incapable et peut recevoir cependant sans formes ni limites.

(1) D'après les principes du Code civil, une donation ou un legs fait à une congrégation non autorisée était nul, comme fait à un incapable. Mais on faisait parfois une donation sous forme de contrat onéreux au profit d'une personne interposée.

Cette jurisprudence a été trouvée peu équitable. En droit, les actes des communautés non autorisées étaient nuls ; mais puisqu'elles existaient en fait pour bénéficier d'actes illégaux, il aurait fallu décider, prétendait M. E. Olivier, qu'elles devaient être condamnées à des restitutions qui sont la conséquence de l'incapacité juridique. Il y avait impossibilité pour la communauté d'agir en justice mais nécessité de subir l'action, car la communauté avait des représentants de fait, si elle n'en avait pas légalement.

Les défenseurs des congrégations non autorisées avaient, en faisant valoir leur incapacité, assuré le maintien de leurs établissements. Il en résultait, d'une part, que les communautés non reconnues, tolérées par l'administration, étaient en dehors de la loi et ne pouvaient être poursuivies par les particuliers, qu'elles échappaient dans leur personne collective, comme dans les individus dont elles étaient formées, à toutes actions de la part des tiers envers lesquels elles avaient pu s'obliger. D'autre part, elles ne pouvaient agir en justice.

Dans l'affaire des pères du Saint-Sacrement, le tribunal civil de la Seine admit cette idée que la congrégation non autorisée, à raison même du vice de sa constitution, ne pouvait introduire une action par l'intermédiaire de ses membres (1).

Cette thèse, d'une logique absolue, avait pour effet,

(1) D. 1879-2-225. Jugement du 1<sup>er</sup> février 1878 ; la cour de Paris, le 21 février 1879, réforma la sentence.

comme nous venons de le voir, d'empêcher les communautés ou les personnes qui les représentaient en fait d'être soit demanderesses, soit défenderesses.

Cette jurisprudence se refusait à admettre que les congrégations qui n'existaient pas légalement pussent paraître en justice (1). La Cour de cassation n'a jamais admis l'impossibilité pour les communautés non autorisées d'être citées en justice.

2° Une seconde catégorie de décisions de la jurisprudence reconnaît au profit des congréganistes les droits acquis à la congrégation par des personnes interposées ; il en résulte qu'il n'y a jamais eu interposition, car on ne voit que des individualités sur la tête desquelles ont reposé tous les droits. Nous en avons un exemple dans l'arrêt de la cour de Paris rendu dans l'affaire des pères du Saint-Sacrement, le 21 février 1879 (2). La cour rejeta en effet l'idée d'interposition au profit de la congrégation de personnes ayant acquis un immeuble. La propriété des immeubles et les actions ne peuvent, dit l'arrêt, résider dans la congrégation et reposent en droit comme en fait sur la tête des personnes qu'un acte d'acquisition visible en a investies ; car les membres d'une

(1) Certains juges ont pensé que l'impossibilité d'ester en justice d'une manière active n'excluait pas la nécessité de subir l'action dirigée contre les représentants de fait de la congrégation, c'est-à-dire tous ceux qui détiennent pour elle (T. civil de la Seine, affaire des pères du Saint-Sacrement).

(2) D. 1879-2-225. Arrêt réformant le jugement du 1<sup>er</sup> février 1878, que nous avons cité.

congrégation religieuse conservent la jouissance et l'exercice de leurs droits civils pour en user avec la libre faculté qui appartient à tous. En leur nom particulier ils peuvent acheter, posséder, administrer, agir en justice sans que la congrégation dont ils seraient les prête-noms ait à exercer aucun droit. Une congrégation religieuse pouvait donc exister, quoique non reconnue, comme association de particuliers, et n'était pas illicite.

Puisque la congrégation n'avait pas légalement le droit d'exister, la cour décida qu'en fait elle n'existait pas, et regardait comme véritables propriétaires les membres qui agissaient dans son intérêt. Jamais un acte passé au profit d'une congrégation ne pouvait être annulé, d'après cette théorie. Il suffisait qu'une personne se comportât en propriétaire pour qu'on le reconnût comme le propriétaire véritable. La cour de Paris pensait qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter à l'idée d'interposition, s'il y avait des propriétaires apparents ayant tous les caractères de la légitimité.

Un arrêt de la cour de Grenoble, du 13 janvier 1841, admit les conséquences ultimes de la thèse en disant que les donateurs pouvaient faire parvenir des biens aux individus composant l'association religieuse, car ils étaient tous capables de recevoir, sans s'occuper s'il y a ou non eu interposition de personnes. Seuls les membres de la congrégation importaient et s'ils étaient incapables, il n'y avait point à passer outre (1). La décision était d'autant

(8) D. 1841-4-875

plus grave qu'il s'agissait dans l'espèce d'une donation et que les droits des tiers n'étaient pas en question. On se refusait à voir la congrégation et l'on n'apercevait que les individus qui la composaient; mais c'était pour son compte que les contrats étaient intervenus.

3<sup>e</sup> Une troisième catégorie nous reste à examiner. Elle offre le plus d'espèces. Les tribunaux ont considéré que les congrégations existaient en fait et ils en ont déduit des conséquences soit à leur profit, soit à leur détriment. Il s'agissait de concilier les deux idées contradictoires que nous avons vu défendre par les autres décisions. En réalité, la congrégation, disaient-ils, existait et possédait.

Les tribunaux ont voulu protéger cette situation de fait soit contre ceux qui désiraient s'emparer des biens des congrégations non autorisées, soit contre ceux qui refusaient de réparer les dommages causés.

C'est ainsi que la Cour de cassation, en 1845, protégea les Jésuites contre un voleur nommé Haffnaer. En 1874, la congrégation non autorisée des Jésuites assigna la ville de Marseille pour demander réparation des dommages causés par des attroupements séditieux qui s'étaient produits dans cette ville en 1871. La ville de Marseille prétendit tirer une fin de non-recevoir du défaut de qualité des demandeurs (1).

La cour d'Aix, dans son arrêt, déclara que les Jésuites, étant au moins les propriétaires apparents des biens qu'ils

(1) D. 1874-2-217.

détenaient, avaient le droit de veiller à leur conservation et d'exiger réparation des pertes subies ; que même s'ils étaient des prête-noms et des dépositaires, on ne pouvait accueillir la fin de non-recevoir tirée de leur incapacité. Il y avait là une manifestation du principe qu'on ne pouvait refuser la réparation d'un dommage causé à une congrégation non autorisée.

De même un arrêt de la cour d'Orléans, se rapportant à une action engagée contre la congrégation de Picpus en restitution de biens reçus, décida que cette communauté pouvait être condamnée en la personne de son supérieur de fait, par application de l'article 1382 du Code civil (1).

Cette doctrine se retrouve également dans l'arrêt de la cour de Paris, qui réformait un jugement du tribunal civil de la Seine dans l'affaire de la marquise de Guerry (2). Il disait, comme conséquence de l'incapacité juridique de la congrégation, qu'il n'existait pas de lien de droit entre les membres de cette communauté, que ceux-ci sont restés maîtres de leurs actions ; qu'ils pouvaient à leur gré reprendre leur entière liberté et que, s'ils avaient versé dans la société des effets mobiliers ou immobiliers, ils pouvaient en réclamer la propriété. On a conclu de là que la communauté incapable ne pouvait actionner, mais qu'elle pouvait être actionnée. Le Français, qui ne devait pas, selon la

(1) D. 1858-1-21.

(2) D. 1858-2-49. Arrêt du 8 mars 1858 réformant un jugement que nous avons cité.

loi de son pays, entrer dans un ordre religieux sans l'aveu de l'Etat, ne s'engageait donc nullement quand il entrait dans un ordre non autorisé par l'Etat et il avait la faculté de reprendre ses apports.

Dans l'affaire Parabère, la prétention des héritiers d'un congréganiste, qui avait détenu des biens d'une congrégation non autorisée, est repoussée par la cour d'Alger ; car leur auteur n'avait pas possédé ces biens pour lui et n'en avait pas eu la propriété personnelle. La Cour de cassation confirma cet arrêt (1).

La Cour de Toulouse, en 1868, eut à se prononcer dans une espèce semblable. Elle rejeta les demandes formulées par un des héritiers du père Lacordaire ; celui-ci avait contracté, avec dix-neuf autres religieux de l'ordre des Dominicains, une société civile, dont le but était la mise en commun du produit de travaux, œuvres imprimées ou à imprimer, publications, missions. Après sa mort, son frère réclama l'annulation du testament qu'il avait fait au profit d'un autre congréganiste et la nullité de la société faite entre lui et d'autres membres de la congrégation ; il obtint gain de cause sur ces points, mais l'arrêt déclara que les immeubles, dont le délaissement était demandé, n'avaient nullement fait partie de la fortune personnelle du père Lacordaire, ni par conséquent de la succession de ce dernier ; que donnés à l'ordre des Dominicains par des tiers ou achetés pour le compte de cet ordre au moyen

(1) D. 1869-1-313.

d'offrandes, ils n'avaient été, entre les mains du père Laccordaire, qu'un dépôt qu'il avait remis ; que le demandeur n'avait pas justifié de son droit et qu'il ne saurait profiter du vice des titres du défendeur. Dans ce cas, on tint compte de ce que la congrégation existe en fait et possède des biens, indépendamment des individus qui la composent (1).

Les décisions, que nous venons d'énumérer, ne sont pas toutes celles qui furent rendues en la matière ; mais elles nous semblent des types de la jurisprudence antérieure à la loi de 1901. Il résulte de cette courte étude que les juges, dans une pensée d'équité, ont recherché les moyens de protéger tantôt les droits des tiers, tantôt la congrégation elle-même contre les gens de mauvaise foi ou les déprédations.

La congrégation non autorisée était une impossibilité juridique après comme avant la Révolution ; mais en fait, des biens étaient possédés pour elle par des personnes interposées qui assuraient sa permanence.

(1) D. 1870-1-277.

## CHAPITRE III

### DE LA LIQUIDATION DES BIENS DES CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES

---

#### § I. — *Organisation de la liquidation.*

Nous avons vu quelles étaient les règles de droit qui s'appliquaient aux congrégations en France avant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. En fait, avons-nous dit, des congrégations non reconnues existaient en assez grand nombre à ce moment. Le gouvernement, au lieu de les dissoudre par décrets, proposa au parlement de prendre contre les communautés illégales tout un ensemble de mesures, qui devaient avoir pour effet de désagréger et de disperser leurs biens. Ce projet de loi, après plusieurs modifications, fut voté. La loi nouvelle reconnaît dans son article 2, la liberté d'association. Le titre III vise les congrégations, qui ne pourront se former sans une autorisation donnée par une loi (1). Sous le régime antérieur, il ne

(1) Titre III, article 13.

pouvait y avoir d'association de plus de vingt personnes sans l'agrément de l'autorité ; les congrégations religieuses étaient donc soumises au droit commun et on a voulu leur appliquer parfois les dispositions du Code pénal(1). En 1901, au contraire, le législateur a pris des mesures d'exception à l'égard des congrégations religieuses qui se formeraient à l'avenir. Les congrégations qui étaient déjà autorisées restèrent soumises aux règles anciennes. Sont de ce nombre les mesures particulières aux congrégations de femmes et les mesures générales, édictées pour toutes les congrégations autorisées, à savoir l'article 910 du Code civil et la loi du 2 janvier 1817, ainsi que l'ordonnance du 14 janvier 1831.

L'article 13 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 s'exprime en ces termes : « Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi, qui déterminera les conditions de son fonctionnement. — Elle ne pourra fonder aucun nouvel établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat. — La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourront être prononcées par décret rendu en conseil des ministres. ». L'article 16 déclare illicite toute association formée sans autorisation et édicte des peines contre ceux qui en auront fait partie. Ces peines s'appliquent à ceux qui la reconstitueraient malgré un jugement de dissolution. La loi, après avoir organisé un certain nombre de formalités auxquelles

(1) Articles 291 et 292 du Code pénal.

devront se soumettre les congrégations autorisées à l'avenir, décide que les congrégations non reconnues antérieurement, qui existeraient au moment de sa promulgation, devront justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions dans le délai de trois mois. A défaut de cette justification ou si l'autorisation exigée leur est refusée, elles seront réputées dissoutes de plein droit. La liquidation des biens qu'elles détendraient se fera en justice. Un liquidateur sera nommé par le tribunal, à la requête du ministère public, pour procéder à cette opération (1). Cette liquidation imposée par la loi à toutes les congrégations non reconnues existant au moment de sa promulgation, — les demandes ayant été rejetées depuis, — a pour effet la dispersion des biens et fut considérée par le législateur comme le complément indispensable de la dispersion des personnes. Le paragraphe 10 de l'article 18 dispose que, passé le délai fixé pour les actions en reprise ou en revendication, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles qui n'auront pas été revendiqués ou qui ne sont pas affectés à une œuvre d'assistance.

Le liquidateur désigné a d'abord pour mission de faire

(1) Article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, paragraphes 1, 2, 3. Le Tribunal, qui nommera le liquidateur, sera celui de l'arrondissement dans lequel est située la communauté s'il s'agit d'une agrégation à supérieur local, la maison mère s'il s'agit d'une agrégation à supérieur général. D'après la loi du 17 juillet 1903, le tribunal, qui a nommé le liquidateur, est compétent pour toutes actions formées par ou contre ce liquidateur.

l'inventaire de tous les biens possédés par ou pour la congrégation. Une question alors se pose : que faut-il entendre par les biens détenus par une congrégation non reconnue ? Cette disposition de l'article 18 de la loi de 1901 a eu pour conséquence de faire passer sous un examen minutieux les titres des différents biens occupés par les religieux dispersés et a donné lieu à de nombreuses difficultés.

Les biens détenus sont tous les biens meubles et immeubles occupés, d'une façon apparente par les congrégations non autorisées, à titre quelconque ou servant à l'accomplissement des œuvres faisant l'objet de leur institution (1). Par les expressions biens détenus par une congrégation, dit le tribunal civil de la Seine, il faut entendre tous biens par elle occupés et affectés à ses œuvres (2). Il ajoute que les congrégations non autorisées étant, avant comme après la promulgation de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, juridiquement inexistantes et incapables de posséder, le législateur ne pouvait, pour définir et déterminer leur patrimoine, s'attacher à aucun autre caractère que celui d'une occupation apparente, et ne pouvait employer aucune expression autre que celle adoptée par lui, laquelle caractérise un état de fait apparent indépendant de tout rapport juridique légale-

(1) D. 1903-2-457. Arrêt de la cour de Toulouse, 17 novembre 1902.

(2) Tribunal civil de la Seine ; jugement du 19 mai 1904, affaire des Oblats de Marie et d'autres jugements cités par MM. Delasalle, Brunet et Duez.

ment impossible, à raison de l'inexistence juridique de la congrégation.

Le liquidateur est investi par la loi de tous les pouvoirs d'un administrateur-séquestre. Il a la garde, la libre et exclusive possession de tous les biens détenus par la congrégation ; il est investi de l'administration la plus étendue, quels que soient les titres invoqués par ceux qui se prétendent propriétaires de ces biens, particuliers ou sociétés civiles. Il a le droit exclusif d'encaisser les loyers (1).

La loi de 1901 a cherché à concilier les deux préoccupations entre lesquelles la jurisprudence antérieure oscillait ; elle a affirmé le principe de droit que la congrégation non autorisée est inexistante ; mais elle a établi quelques tempéraments d'équité qui lui parurent bon d'introduire dans l'application de ce principe.

C'est ainsi que l'article 17 prononce la nullité de tous les actes entre vifs et testamentaires, à titre onéreux ou à titre gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée ou de toute autre manière indirecte ayant pour objet de permettre aux congrégations religieuses de se soustraire aux dispositions de la loi. L'article 17, dont la Cour de cassation a reconnu l'effet

(1) D. 1903-2-457. Arrêt de la cour de Rennes, du 17 juillet 1903. Dans la pratique, les liquidateurs ont obtenu en vertu de l'article 17 que des sociétés civiles ou commerciales, composées de congréganistes seuls ou de congréganistes et de laïques, fussent déclarées nulles et fictives comme personnes interposées pour une Congrégation.

rétroactif, ne rend-il pas une liquidation inutile et sans effet (1) ?

La congrégation non autorisée n'a pas d'existence légale ; tous les contrats passés pour son compte sont inexistants. La conséquence directe serait donc que les apporteurs n'ont pu se dessaisir et les vendeurs ou donateurs pas davantage. Les objets ou valeurs donnés ou apportés sont restés dans le patrimoine des anciens maîtres. La congrégation n'a pu passer de contrats valables ni à titre onéreux, ni à titre gratuit ; elle n'a pu se constituer un patrimoine, car elle n'a pas de personnalité, pas de capacité civile. Il semble bien qu'en droit, il était inconcevable qu'on décidât de liquider ses biens une fois le principe admis. Ce fut une nouvelle occasion de parler de l'existence de fait ; car si la congrégation non autorisée était juridiquement inapte à contracter, acquérir ou posséder, elle n'en détenait pas moins une masse de biens qui sont sortis effectivement des patrimoines des contractants. Si la congrégation n'a pas de patrimoine, elle détient cependant une agglomération de biens qui ne lui appartiennent pas, mais dont elle a la jouissance de fait.

(1) D. 1905-1-10, arrêt du 23 juin 1904. Dans le même sens, arrêt de la chambre des Requêtes du 19 mai 1903.

La jurisprudence des cours est divisée. V. Ménage (*Les congrégations dissoutes*) et Faure, *Thèse*, 1905.

§ II. — *Des droits de reprise ou de revendication.*

Pour arriver à la dispersion des biens des congrégations non autorisées que la loi avait voulu opérer, l'article 17 ne pouvait suffire et c'est l'article 18 qui sert à l'œuvre de liquidation. Cette liquidation, M. Waldeck-Rousseau pensa qu'elle ne serait réellement efficace que si elle se faisait en justice et suivant certaines formes précises, ce qui est une dérogation considérable au droit commun.

Dans ces conditions, la liquidation d'ordre public organisée par la loi avait pour effet, en présence du néant de la congrégation et de son patrimoine, de faire du liquidateur un représentant des ayants-droit, le contradicteur légal donné à tous ceux qui ont des droits à prétendre.

Quelles sont les personnes qui, soit en vertu du droit commun, soit en vertu de la loi de 1901, peuvent faire valoir des revendications sur certains biens compris dans la masse à liquider (1) ?

Le premier groupe comprend les personnes ayant appartenu à la congrégation dissoute au moment de la promulgation de la loi.

Les biens que les congréganistes peuvent revendiquer

(1) Toutes les actions doivent être intentées contre le liquidateur dans les six mois qui suivront la publication du jugement ordonnant la liquidation, à peine de forclusion. Paragraphe 9 de l'article 18.

sont énumérés par l'article 18 dans les paragraphes 5 et 6 (1).

§ 5. — « Les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation antérieurement à leur entrée dans la congrégation ou qui leur seraient échus depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, leur seront restitués. »

§ 6. — « Les dons et legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués mais à la charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17. »

Le congréganiste doit prouver que les biens qu'il réclame lui appartenaient avant son entrée dans la congrégation ou qu'ils lui sont venus depuis lors dans les conditions du paragraphe 5. Certains liquidateurs ont prétendu qu'il fallait que le bien fût encore en nature entre les mains du liquidateur pour que l'ancien religieux pût reprendre ses apports. Mais il résulte des travaux préparatoires que le congréganiste pourra toucher un équivalent si les biens qu'il a apportés ne se retrouvent pas en nature (2).

(1) L'article 18 a été considéré par la Cour de cassation comme ayant un effet rétroactif. Il vise les congrégations existant antérieurement à la loi et cette interprétation semble très juridique. Il nous semble que les auteurs acceptent cette rétroactivité de l'article 18.

(2) Séance du vingt-sept mars 1901, à la Chambre. D. 1903-5-8. Jugement du tribunal de la Flèche.

Le paragraphe 6 exige une autre preuve, preuve très difficile à fournir. Les congréganistes devront démontrer qu'ils n'ont pas été des personnes interposées, pour garder les biens qu'ils ont acquis par donation ou legs autrement qu'en ligne directe (1). La preuve sera presque toujours impossible quand il y a eu don manuel. L'acte de donation ou le testament peuvent n'avoir pas bien manifesté la volonté du disposant. La charge de la preuve est renversée et la loi présume l'interposition.

Si le congréganiste prétend avoir donné lui-même le bien à la congrégation, il devra également prouver qu'il n'a pas été personne interposée, s'il s'agit d'un bien ne rentrant pas dans le cadre du paragraphe 5.

Le paragraphe 14 accorde sur l'actif net, au congréganiste qui n'a pas de moyens suffisants d'existence une pension viagère, ainsi qu'à celui qui justifiera avoir par son travail personnel contribué à la fortune de la congrégation (2). Ce ne sont pas des actions en reprise mais elles

(1) V. Ménage, *Les congrégations dissoutes*.

(2) Décret du 16 août 1901 ; l'article 6, dispose que : « Si le membre de la congrégation est dépourvu de moyens suffisants d'existence, l'allocation est égale au capital qu'il serait nécessaire d'aliéner d'après les tarifs de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en vue de constituer à son profit une rente viagère et annuelle calculée d'après ses besoins alimentaires, en tenant compte de son âge, de son état de santé et de ses ressources personnelles et sans que la quotité de cette rente puisse excéder 1.200 francs par an. S'il a contribué par son travail à l'acquisition de valeurs mises en distribution, l'allocation est égale à la somme qu'il aurait pu économiser dans les conditions de tout travailleur libre, sans que l'évaluation de ce pécule puisse excéder 1.200 francs par an et donner

doivent être exercées dans le même délai de six mois en vertu du décret du 16 août 1901.

Les congréganistes ont-ils des droits sur les biens acquis par eux à titre onéreux ? Etant donné qu'il existait une masse de biens dont les congréganistes étaient les détenteurs, on pouvait se demander s'il n'existait pas un droit de propriété individuel sur ces biens. C'est la thèse qui avait été acceptée dans certains jugements de la seconde catégorie, par nous étudiés.

Des congréganistes agissant individuellement se disaient propriétaires réels pour leur propre compte de tels immeubles dont ils étaient détenteurs et sur lesquels ils avaient des titres régulièrement acquis (1). Ils présentaient ces titres anciens ou récents et sur lesquels ils figuraient comme acquéreurs à titre onéreux de ces biens en vertu de ventes ou d'échanges. Ils se basaient sur le principe d'après lequel, depuis le décret de la Convention du

lieu à aucun rappel d'intérêts. S'il réunit les deux conditions exigées dans les paragraphes précédents, l'allocation est calculée sur la base qui lui est le plus favorable et le maximum qu'elle comporte est élevé d'un tiers.

A moins de circonstances exceptionnelles, l'allocation est convertie, par les soins de la Caisse des dépôts et consignations, en une rente annuelle, viagère, incessible et insaisissable, servie par une compagnie d'assurances désignée par l'intéressé. »

(1) Les biens des congrégations non autorisées avaient comme propriétaires apparents soit des membres de l'association individuellement, soit des sociétés tontinières, formées entre plusieurs religieux, soit des sociétés civiles ou commerciales dans lesquelles entraient parfois des laïques.

9 août 1793, le moine est capable au même titre que tout autre citoyen. On en déduisait pour tout membre d'une congrégation non autorisée le droit d'exercer en son nom personnel toutes les actions que la congrégation pourrait exercer elle-même, si elle était reconnue.

Les adversaires des congrégations prétendaient que, si les membres d'une corporation non reconnue peuvent être propriétaires, acquérir et posséder en leur nom individuel, ils n'étaient pas réellement propriétaires dans tel cas déterminé (1). Il y avait des raisons générales de supposer que le membre d'une congrégation a dû agir dans l'intérêt de cette communauté. On ne pouvait, disaient-ils, faire abstraction de ce qui caractérisait essentiellement les rapports de tout congréganiste avec sa communauté et on devait tenir compte de ce que le religieux n'est rien, la congrégation tout ; on invoquait les vœux monastiques d'obéissance et de pauvreté. Et en continuant les investigations, en recherchant les intentions de volonté des personnes, on constatait que si la loi civile ne sanctionnait plus ces vœux, ils n'avaient pas pour cela cessé d'exister en réalité.

Le fait de l'occupation par la communauté d'un immeuble appartenant à certains congréganistes ne pouvait suffire pour faire réputer la communauté propriétaire, disaient certains jugements.

Les défenseurs des congrégations faisaient remarquer

(1) Laurent, *Avant-projet de revision du Code civil*. Articles 542 et 544.

qu'au point de vue canonique, des rescrits pontificaux déclarent que les vœux de pauvreté ne font pas obstacle à ce que les religieux puissent acquérir des biens dans les termes des lois civiles, les administrer ou en disposer.

M. Emile Ollivier (1) soutint que les vœux constituaient des présomptions graves contre les congrégations. Il affirmait que pour toute une catégorie d'ordres monastiques, il résulte de ces vœux de pauvreté et d'obéissance l'interdiction de toute propriété individuelle.

Il s'appuyait sur la volonté, exprimée par saint Benoît, de retrancher jusqu'à la racine même de la propriété. Il ajoutait que le Concile de Trente défend à tous les religieux de posséder ou retenir aucun bien, tant meuble qu'immeuble. Devant une règle aussi catégorique, aussi absolue, il concluait que ces vœux devaient être considérés comme de l'essence même de la congrégation ; que si en pratique, à l'extérieur, en ce qui concerne leurs rapports avec la société civile, les religieux conservent la faculté d'acquérir, ils n'ont plus celle de posséder, qu'ils sont des intermédiaires qui acquièrent d'une main pour transférer à leur couvent de l'autre. Ils ne sont que des instruments de transmission, qui ne retiennent rien, car ils sont désappropriés de leur fortune comme de leurs personnes. Cette idée a été admise par certains tribunaux qui ont, en effet, pensé qu'il y avait une présomption que le congréganiste a voulu faire acquérir des biens à la commu-

(1) *Revue pratique*. Les congrégations religieuses non reconnues, 1857, t. V, p. 97.

nauté, alors même qu'il y avait eu un acte authentique (1).

L'article 17 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 admet la présomption de l'interposition de personne lorsqu'il y a eu un acte juridique fait par un congréganiste. Le congréganiste est obligé de fournir la preuve contraire. Il est présumé détenir pour la congrégation qui est un néant juridique. Il en résulte qu'il ne pourra pas se prévaloir d'une prescription acquisitive, car il lui manque l'*animus domini*.

Pour les biens acquis à titre onéreux après l'entrée dans la communauté par les congréganistes, il y a présomption que ces biens ont été acquis avec les deniers de l'association et pour elle. La loi semble s'appuyer sur le fait extralégal que l'état de religieux rend les congréganistes incapables d'acquérir pour eux (2).

(1) Sirey, 1845-2-389. Arrêt de la cour de Lyon, du 8 mai 1844. Dans le même sens, le jugement du Tribunal civil de la Seine, dans l'affaire des pères du Saint-Sacrement.

(2) Les actes à titre gratuit sont régis par l'article 18 ; les actes à titre onéreux par l'article 17. Pour les premiers on a prononcé, contre les personnes présumées interposées, une immédiate déposssession et il faudra une action en revendication pour qu'elles rentrent en possession. Pour les seconds, ils sont nuls, mais on doit en poursuivre la nullité.

L'article 17 qui déclare nuls les actes contraires à certaines dispositions de la loi, semble bien ne disposer que pour l'avenir. Il permettrait cependant aux liquidateurs d'intenter des actions en nullité contre les propriétaires apparents et les créanciers hypothécaires qui auraient des titres récents, et de prétendre que les actes sont présumés fictifs et faits dans le but de tourner la loi. MM. Trouillot et Chapsal ainsi que MM. Delasalle, Brunet et Duez admettent que la loi est rétroactive en principe.

Un second groupe de personnes pouvant exercer une action est formé par les donateurs.

Le paragraphe 7 de l'article 18 vise les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre d'assistance ; ils pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants-droit, ou par les héritiers ou ayants droit du testateur sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

La loi de 1901 accorde, semble-t-il, une faveur aux donateurs qui ont eu l'intention de gratifier les congrégations non autorisées en ne soumettant pas leur action à la prescription trentenaire, mais cette faveur n'est accordée que pendant le délai de six mois, dont il a déjà été parlé. En présentant cette mesure comme une exception, la loi de 1901 paraît trancher cette question délicate : l'action en revendication est-elle prescriptible ? On avait vu opposer la prescription dans une affaire qui fut jugée par arrêt de la Chambre des Requêtes le 5 mai 1879 (1) ; la congrégation non autorisée des clercs du Saint-Viateur avait reçu, comme donation faite à personne interposée, un immeuble ; elle ne fut pas dépossédée, car l'action en nullité fut considérée comme prescrite. Or, il s'agissait d'un acte inexistant par le fait qu'il n'y avait pu y avoir donation valable et il semblait difficile d'opposer une pres-

(1) D. 1880-1-148.

cription. Les auteurs ont beaucoup discuté pour savoir si l'action en revendication était prescrite par trente ans. Mais alors à qui appartiendrait ce bien qui n'est à personne, se demandait-on ; ce sera un bien vacant et sans maître, ont dit certains jurisconsultes parmi lesquels Laurent (1). Il appartiendra donc à l'Etat, puisque les anciens propriétaires, par bonté d'âme, n'ont pas revendiqué en temps utile le bien que possède la congrégation.

Ce résultat paraissait inattendu, étrange et profondément subtil ; mais on peut défendre qu'une action s'éteint par la seule expiration du délai de trente ans sans qu'il soit nécessaire que le détenteur, pour garder le bien, se trouve dans les conditions exigées pour la prescription acquisitive.

Une autre catégorie comprend les biens qui ne pourront être revendiqués par les donateurs ou leurs héritiers sans certaines conditions. Le paragraphe 8 dispose en effet que les biens donnés ou légués en vue, non de gratifier les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

Cette disposition est contraire au principe général de l'article 17. Si la congrégation était incapable de recevoir, le fait d'avoir grevé la donation d'une affectation charitable ne peut donner à l'acte une existence quelconque. Le donateur n'est donc pas resté entièrement propriétaire

(1) Laurent, *Principes du droit civil*, t. VI, n° 166.

puisqu'il doit subir la charge qu'il a consentie. La loi interprète ici la volonté du disposant.

Nous allons trouver une exception beaucoup plus importante au droit de revendication des anciens propriétaires. Il n'est pas parlé dans la loi des droits du vendeur et il faut en conclure que toute action lui est refusée pour défaut d'intérêt, s'il a touché le prix du bien aliéné par lui. Il a reçu un équivalent librement convenu. C'est en ce sens que la jurisprudence s'est fixée. Il est généralement admis que l'article 18 fait une énumération limitative des actions en revendication ou en reprise (1).

Une fois que toutes les actions en reprise ou en revendication, que permet la loi, auront été exercées, il restera dans la masse à liquider les immeubles acquis à titre gratuit et non revendiqués et les immeubles acquis à titre onéreux ; il peut également y avoir des objets mobiliers. Ces biens seront vendus en justice, sauf ceux affectés à une œuvre d'assistance, et le produit de cette opération, ainsi que les valeurs mobilières, devra être déposé par le liquidateur à la Caisse des dépôts et consignations, en vertu du paragraphe 11 de l'article 18.

Le même article, dans le paragraphe 12, décide que l'entretien des pauvres hospitalisés par la congrégation, sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré

(1) Mais l'article 17 pourrait s'appliquer si on lui reconnaît un effet rétroactif complet. MM. Delassalle, Brunel et Duez n'admettent pas l'action du vendeur, qui a reçu un prix, de même que la jurisprudence.

comme frais privilégiés de liquidation. Il faut y joindre les autres frais de la liquidation.

### § III. — *Du passif.*

Ce qui reste après que les différentes réclamations auront été accueillies par les tribunaux et les frais de liquidation acquittés forme-t-il l'actif net? L'article 18 ne parle pas du passif, mais de l'actif net, ce qui suppose que le liquidateur a réglé les dettes de la congrégation. Nous retrouvons ici l'idée de l'existence de fait de la congrégation. Malgré les termes de l'article 17, il semble bien difficile qu'il supprime les droits des créanciers sur les biens détenus par les congrégations non autorisées; avant la loi de 1901, en effet, la jurisprudence reconnaissait généralement aux tiers le droit d'actionner les représentants de la congrégation illégale. Les créanciers, qui avaient fait un contrat à titre onéreux, avaient pour gage de leurs droits les biens prétendus détenus par la congrégation, mais qui alors étaient aux mains de propriétaires apparents, ayant tous les caractères de la légitimité (1).

L'article 3 du décret du 16 août 1901 a ordonné, pour

(1) Un arrêt de la Cour d'Amiens du 16 décembre 1903 déclare que la loi de 1901 n'a pas apporté une dérogation au principe que foi est due aux titres. Il y a d'autres décisions. Un jugement du 4 août 1904, rendu par le tribunal civil de la Seine a maintenu une hypothèque, (cité par MM. Delassalle, Brunet, et Duez).

l'exécution de l'article 18, l'établissement par le liquidateur d'un inventaire, ce qui nécessitait un relevé de l'actif et du passif et la remise au procureur de la République du compte sommaire de l'actif et du passif de la congrégation dissoute (1). Le liquidateur, est-il dit, a le droit de prélever sur les fonds déposés à la Caisse des dépôts et consignations les sommes nécessaires pour payer les dettes et pourvoir aux frais de la liquidation. Il semble bien qu'il s'agit de toutes les dettes justifiées.

Il s'agit de droits acquis avant la loi de 1901 au profit des créanciers et la loi ne leur a pas enlevé formellement leur action. L'hypothèse est particulièrement favorable au cas de créance hypothécaire (2), car il y a là un droit que tous les auteurs qualifient de démembrement de la propriété ; ce droit, en vertu de l'article 2.166 du Code civil, donne au créancier le pouvoir de suivre le bien en quelques mains qu'il passe, c'est-à-dire que, quel que soit le sort des biens qui ont été affectés au gage, le créancier peut aller les atteindre là où ils sont. On ne peut donc

(1) Les liquidateurs ont fait valoir que le décret n'a pas voulu viser les dettes de la congrégation mais celles de la liquidation ; ils prétendent avec une subtilité de grammairiens que les mots « payer les dettes et pourvoir aux frais de la liquidation » se complètent ; mais les liquidateurs n'ont pas à contracter de dettes.

(2) D. 1906-2-260. La jurisprudence est divisée ainsi que les auteurs. M. Ménage cite des décisions dans les deux sens, ainsi que MM. Delasalle, Brunet et Duez. Les uns admettent le droit des créanciers hypothécaires, les autres rejettent les droits concédés par des propriétaires apparents.

appliquer d'une façon absolue le principe que le patrimoine des congrégations est un néant.

Si l'on admet que l'Etat deviendra propriétaire des biens formant l'actif net de la liquidation en vertu des articles 539 et 713 du Code civil, comme biens vacants et sans maître, il sera un tiers détenteur. A quel moment l'Etat deviendra-t-il propriétaire? La loi reconnaît une série d'actions, qui sont dans le patrimoine de la personne qui peut les exercer pendant le délai de six mois. Si cette personne s'est abstenue d'exercer son action ou a été déclarée non recevable, c'est alors que le bien entrera dans le patrimoine de l'Etat. Si l'Etat devient alors propriétaire, c'est à l'expiration du droit de certaines personnes et il ne sera qu'un tiers détenteur.

On objecte que l'hypothèque consentie par un congréganiste — ce qui est le cas ordinaire — l'a été par un non-propriétaire (1).

Or, avant la loi de 1901, on ne voit pas pourquoi un congréganiste ne pouvait être propriétaire aux yeux des tiers avec lesquels il contractait.

L'article 17 dit que le congréganiste pourra faire la preuve qu'il n'a pas été personne interposée dans un acte déterminé. Dans le cas où il fait cette preuve, il faudra bien admettre qu'il a été propriétaire. Voilà un premier cas dans lequel le congréganiste est reconnu propriétaire.

(1) Il s'est présenté des espèces, où il s'agissait de sociétés civiles, reconnues fictives sur la demande des liquidateurs.

Il y a d'autres cas, puisqu'on lui permet de reprendre les biens qui lui appartenaient avant son entrée dans la congrégation, de revendiquer ceux qu'il a recueillis *ab intestat* ou bien qui lui ont été légués en ligne directe. Toutes ces actions lui reconnaissent la faculté d'être propriétaire avant la loi de 1901 et on peut se poser la question : comment les tiers pouvaient-ils savoir dans quels cas les congréganistes étaient capables d'être propriétaires ? En effet, comment les personnes qui contractaient avec les religieux auraient-elles pu prévoir qu'il viendrait une loi de 1901 ; que cette loi consacrerait la propriété dans certains cas et dans certains autres dirait que cette propriété était caduque ? Evidemment non, et il y avait là une erreur invincible, qui trompait les tiers de bonne foi et les empêchait de voir quand une hypothèque serait valable et quand elle ne le serait pas (1). On peut invoquer ici la jurisprudence qui valide les hypothèques consenties par un propriétaire apparent (2).

De même, le fait que l'Etat percevait sur les biens des congrégations non autorisées des droits d'accroissement pouvait aux yeux des tiers faire croire qu'il les considérait comme des propriétaires et non pas comme des personnes

(1) Dans certains cas, le Crédit Foncier de France avait consenti des prêts aux propriétaires apparents.

(2) MM. Trouillot et Chapsal, *Du contrat d'Association*, p. 343, disent qu'il appartient au liquidateur de solder les créanciers. MM. Delassalle, Brunet et Duez admettent seulement l'action de *in rem verso* dans leur ouvrage : *Les congrégations non autorisées et leurs liquidateurs*.

incapables de posséder. On peut invoquer également la loi de 1855, qui dit que dès qu'un acte a été transcrit, il y a consolidation de la propriété sur la tête de celui qui bénéficie de la transcription. Or, les actes passés par les congréganistes ont été transcrits.

Les liquidateurs ont prétendu que la congrégation était un néant juridique qui ne pouvait ni contracter, ni s'obliger. Il y a eu des biens irrégulièrement agglomérés et non un patrimoine servant de gage à des créanciers. Mais ils ont fait une certaine concession en acceptant l'action *de in rem verso*, car ils n'ont pas voulu répondre aux demandeurs que les sommes versées par eux étaient tombées dans le néant. Ils auraient pu dire qu'il n'y avait aucun lien entre le congréganiste et le patrimoine qui se trouve entre leurs mains. Ils ont reconnu une action sur ce patrimoine à la condition que les biens se retrouvent en nature ou en équivalent dans la masse à liquider. Mais c'est reconnaître fictivement, à notre avis, et pour les besoins de la liquidation, qu'il y a eu un patrimoine de la congrégation.

Or, si on admet l'action *de in rem verso* en raison de l'enrichissement produit sur ce patrimoine, à plus forte raison le créancier aura un droit sur les biens agglomérés ; en effet, quelle est donc la définition de l'action *de in rem verso* ? L'action *de in rem verso* est accordée lorsqu'une personne voit son patrimoine appauvri au profit du patrimoine d'une autre personne ; et pourquoi lui attribue-t-on cette action *de in rem verso* ? Parce qu'on a voulu

venir à son secours dans le cas où la loi ne contenait pas de disposition formelle.

Pour le créancier, il était inutile de lui donner une action *de in rem verso*, puisqu'il est protégé par la loi.

Celui qui a prêté son argent a enrichi son débiteur ; il a un droit de gage sur les biens de celui qui a encaissé cet argent ; on peut dire d'une façon certaine que les biens se retrouvent dans le patrimoine de l'emprunteur, lorsque celui-ci est encore solvable. Le droit des créanciers est plus fort que celui fondé sur l'action *de in rem verso* pour enrichissement sans cause (1).

De plus, dans beaucoup de cas, les sommes empruntées

(1) « L'action *de in rem verso*, disent MM. Aubry et Rau (*Cours de droit civil français*, 4<sup>e</sup> édition, t. VI page 246), dont on ne trouve au Code civil que des applications spéciales, doit être admise d'une manière générale comme sanction de la règle d'équité qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui, dans tous les cas où le patrimoine d'une personne se trouvant, sans cause légitime, enrichi au détriment de celui d'une autre personne, celle-ci ne jouirait, pour obtenir ce qui lui appartient ou ce qui lui est dû, d'aucune action naissant d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit. »

Il ne suffit pas, pour qu'il y ait lieu à l'action *de in rem verso*, qu'une partie ait recueilli un avantage prenant sa source dans l'agissement d'autrui ; il faut qu'un lien de droit se soit établi entre les deux personnes dont l'une prétend contre l'autre ; et un lien de cette nature n'a pu s'établir que si une relation directe de fait a existé, soit entre les deux personnes mêmes, soit au moins entre l'une de ces personnes et la chose de l'autre.

Cette action permettra à celui qui s'est appauvri de se faire indemniser par l'ayant-droit, reprenant son bien, si l'enrichissement a été spécial au bien repris, par les ayants-droit au reliquat s'il a profité aux biens non repris.

auront servi à édifier des constructions et par cela même on ne pouvait refuser une action à ceux qui ont fourni l'argent.

Les liquidateurs ont prétendu encore qu'on ne pouvait pas payer les dettes de la congrégation puisque la loi prévoit des actions en revendication ; car les dettes ne seraient pas acquittées sur les biens qui auraient été distraits de la liquidation, mais seraient remboursées seulement avec les biens qui resteraient.

Cette objection pourra également être faite à l'action de *in rem verso*, que les liquidateurs admettent. C'est un inconvénient qui apparaît chaque fois qu'un débiteur est exposé à une action en résolution et se trouve poursuivi par ses créanciers.

Nulle part dans la loi on ne trouve une indication qui prouve qu'on ait voulu dépouiller les créanciers qui avaient prêté sur la foi des lois existantes (1).

Par l'article 18, le législateur affirma sa volonté de liquider les biens des congrégations non autorisées. Voulant que les biens détenus par les congréganistes fussent dispersés, il a exigé que cette opération fût une liquidation judiciaire, à laquelle procéderait un mandataire de justice placé sous le contrôle du parquet et nommé par le tribunal civil. Nous avons vu brièvement les règles suivant lesquelles doit se faire cette liquidation.

(1) La jurisprudence, avant 1901, n'admettait pas qu'une congrégation, vivante en fait, pût se dérober aux engagements pris en son nom, sauf de rares décisions par nous citées dans la première catégorie de jugements.

## CHAPITRE IV

### QUELS SONT LES AYANTS-DROIT A L'ACTIF NET

Après que les différentes opérations prévues par la loi auront été faites et lorsque la liquidation sera terminée, s'il reste un reliquat sur l'actif des biens de la congrégation, à qui sera-t-il attribué (1) ?

Ce reliquat, — s'il y en a un, — comprendra des sommes d'argent provenant des biens donnés jadis à la communauté et que les donateurs n'auront pas réclamés, et peut-être aussi des biens acquis à titre onéreux par les congréganistes, mais surtout de ceux qui auront été le produit de l'industrie et des efforts des religieux. Il semble donc naturel que la loi n'ait pas voulu frustrer les congréganistes du produit de leur travail.

Nous allons examiner sommairement les travaux préparatoires de l'article 18 de la loi de 1901 pour voir quels sont les ayants-droit qui peuvent se présenter.

(1) Nous avons dit ci-dessus que l'article 18 accordait certaines pensions sur l'actif net.

Il y a eu trois phases dans l'élaboration des dépositions qui sont devenues l'article 18. Dans le projet primitif du gouvernement, était un article 9 qui accordait, après le délai donné aux ayants-droit pour revendiquer, la propriété à l'Etat.

La commission de la Chambre modifia la rédaction première et proposa que, passé le délai, la propriété sera acquise à l'Etat, ainsi que le surplus de l'actif, et affectée à la dotation d'une caisse de retraite des travailleurs.

La commission ne s'en tint pas à cette rédaction et proposa d'abord d'affecter le reliquat à l'entretien des vieillards malades ou incurables, au profit desquels il n'existerait pas de fondations spéciales, et à venir en aide aux congréganistes sans ressources personnelles ; puis de réserver à une loi ultérieure d'en déterminer l'emploi.

L'idée primitive, la pensée des promoteurs de la loi, avait été l'attribution à l'Etat. Lors de la discussion à la Chambre (1), M. Beauregard présenta la thèse de la société de fait entre les congréganistes et demanda que l'actif net de la liquidation soit considéré comme appartenant pour le tout ou partie aux membres de cette société de fait. M. Trouillot défendit le système de l'attribution à l'Etat, comme bien vacant et sans maître.

C'est alors que M. Lhopiteau présenta un amendement aux termes duquel la question de l'actif net devait être réservée aux tribunaux, pour être résolue par eux selon le

(1) Séances des 27 et 28 mars 1901.

droit commun. Dans ses observations, M. Lhopiteau disait que si l'Etat, par une loi de police, désagrégeait les biens détenus par les congrégations non autorisées, il n'avait rien à voir dans la dévolution de ces biens. Il rejetait la thèse des biens sans maître et ne reconnaissait à l'Etat que le droit d'agir, en vertu de l'article 768 du Code civil, au lieu et place d'un donateur ou testateur dont la succession est tombée en déshérence. Il lui paraissait choquant de considérer comme biens vacants et sans maître, des biens qui étaient occupés, habités, cultivés, imposés.

Son amendement, qui fut accepté par la Chambre, était ainsi conçu :

« Passé ce délai, les immeubles non repris, ni revendiqués, devront être vendus, et le prix de vente, ainsi que toutes autres valeurs mobilières, devront être partagés entre les ayants-droit. »

« De même il devra être procédé au partage immédiat ou à la vente de tous biens, meubles ou immeubles, dont deviendraient co-propriétaires indivis, deux ou plusieurs membres d'une congrégation dissoute. »

« Si, dans le délai de six mois, les intéressés n'ont pas effectué les ventes ou partages prévus aux deux paragraphes qui précèdent, l'administration des Domaines mettra les immeubles en vente aux enchères publiques. »

Le texte n'attribuait plus à l'Etat l'actif net et n'indiquait aucun revendiquant déterminé.

Au Sénat, la commission pensa que le Parlement ne

devait pas laisser incertaine la question de l'attribution de l'actif net et devait indiquer quels seraient les ayants droit. Après avoir fait l'énumération des actions en reprise ou en revendication qui seront possibles, le texte terminait en disant :

« En aucun cas, les membres d'une congrégation dissoute ne pourront se prévaloir d'une société de fait ayant existé entre eux pour réclamer tout ou partie de cet actif. »

En séance publique, la disposition additionnelle fut combattue par M. Guérin et le Sénat la rejeta <sup>1</sup>. La loi revint devant la Chambre et M. Viviani reprit alors à titre d'amendement la disposition additionnelle de la commission du Sénat, mais il n'eut pas gain de cause. La Chambre refusa de condamner l'existence d'une société de fait ayant existé entre congréganistes et de résoudre la question des ayants-droit à l'actif net.

A trois reprises, le Parlement refusa de trancher la question et réserva aux tribunaux de statuer suivant le droit commun. Il ne pouvait s'agir alors que du droit commun d'avant 1901, et l'article 17 est hors de cause. M. Lhopiteau faisait remarquer, le 28 juin, à la Chambre, que si la loi peut réglementer toutes les questions de propriété, elle ne pouvait statuer équitablement sur des droits de propriété qui étaient déjà nés dans le pays. Il invoquait l'article 2 du Code civil contre l'amendement de M. Viviani et repoussait l'idée de rétroactivité de la loi.

(1) Séance du 22 juin 1901.

D'après le droit commun, quels sont les ayants-droit à l'actif net ? M. Lhopiteau a reconnu que l'Etat pourra accidentellement agir, en vertu du § 7 de l'article 18, comme ayant cause du donateur en vertu de l'article 768 du Code civil, mais non en vertu des articles 539 et 713, qui lui attribuent les biens vacants et sans maîtres. Si l'Etat n'est pas l'unique ayant-droit, les congréganistes pourront prétendre au reliquat.

## CHAPITRE V

### LES BIENS DES CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES SONT-ILS DES BIENS VACANTS ET SANS MAÎTRE ?

---

#### § I. — *Arguments en faveur de la thèse des biens sans maître.*

Les liquidateurs ont prétendu que les congréganistes n'avaient pas de droits à faire valoir sur l'actif net, si ce n'est à des pensions dans les cas prévus par le § 14 de l'article 18. A qui sera donc attribué ce reliquat, s'il en existe un ?

Ces biens sont des biens sans maître (1) et appartiendront à l'Etat qui est le propriétaire des biens qui n'en ont pas d'autre, en vertu de l'article 713 du Code civil. Les biens détenus par les communautés ne peuvent leur

(1) Dans ce sens, MM. Trouillot et Chapsal ; Delassalle, Brunet et Duez. Nous avons déjà dit que cette thèse avait été soutenue par divers orateurs au parlement ; elle fut acceptée par les membres du gouvernement. En sens contraire l'ouvrage de M. Pérouse, *Les biens des congrégations dissoutes sont-ils des biens sans maître ?*

appartenir puisque la loi ne leur reconnaît pas d'existence juridique ; les prête-noms qui les possèdent pour la congrégation illégale n'ont pas davantage de droits. Qui est propriétaire ? Il est certain que la communauté ne l'est pas, disait déjà Laurent, et les personnes interposées ne le sont pas non plus, car dans aucune hypothèse il n'y a eu volonté d'acquérir. L'Etat peut faire valoir l'article 539, car il n'y a ni possesseur, ni maître. A défaut d'un propriétaire légitime, les biens des congrégations — ou pour mieux dire le reliquat — doivent revenir à l'Etat.

Ils ont affirmé qu'il n'a pas pu exister une société de fait entre les membres d'une communauté et qu'ils ne peuvent être les ayants-droit de l'article 18. Ils ont prétendu que si la loi s'abstient de proclamer l'existence du droit de l'Etat, elle n'a voulu l'exclure en aucune façon.

Il n'a pu y avoir société entre les membres des congrégations, ont-ils dit, car ils ne se sont pas proposé de réaliser des bénéfices partageables entre eux ; ils n'ont pas eu l'intention de former une société, il leur manque l'*affectio societatis* ; en se groupant, ils ont eu un but parfaitement désintéressé et n'ont pas agi dans l'espoir de faire des bénéfices. On ne peut admettre qu'il y a eu société de fait, car la société est impossible faute des éléments constitutifs nécessaires à une société.

La société de fait, en admettant qu'elle ait existé, aurait été illicite, car l'existence de la congrégation religieuse non autorisée et tout ce qu'on a fait pour elle était illicite, con-

traire aux lois d'ordre public. L'objet de la prétendue société de fait aurait été de frauder la loi, d'assurer la vie à la communauté illégale. Le but, ce n'était pas de soigner des malades ou de donner l'enseignement, ce qui était parfaitement licite, mais de constituer une congrégation non autorisée pour faire ces choses.

Si la société de fait a été illicite, elle ne peut donner à ses membres le droit de se prévaloir de sa formation pour intenter une action quelconque contre qui que ce soit. Ils ne peuvent que reprendre leurs apports, mais ils n'ont pas le moyen d'obtenir le partage des bénéfices, s'il y en a eu (1).

Cette société, ont-ils ajouté, composée en tout ou en partie de membres d'une congrégation, serait une personne interposée, visée par l'article 17 de la loi de 1901. Et ils ont fait intervenir l'idée de rétroactivité de l'article 17 comme argument. La loi de 1901 est une loi d'ordre public et ses dispositions doivent rétroagir alors même qu'elle ne s'est pas exprimée à ce sujet. Et ils ont admis cette proposition d'autant plus facilement que la loi ne leur a pas paru violer des droits acquis si on lui donnait un effet rétroactif, mais seulement renverser la charge de la preuve. Les membres de la congrégation n'ont eu qu'une espérance, une expectative, et non pas un droit acquis pouvant faire obstacle à la rétroactivité. Ils ont la faculté de prouver la réalité de leur droit, car l'article 17 permet de faire

(1) En ce sens MM. Lyon-Caen et Renault.

la preuve contraire à la présomption d'interposition qu'il édicte.

§ II. — *Arguments contraires à la thèse des biens sans maître.*

Nous allons d'abord rechercher ce qu'on entend généralement par biens vacants et sans maître. Nous trouvons cette vérité juridique qu'un bien vacant et sans maître ne peut être qu'un bien abandonné, et que jamais, en vertu des articles 539 et 713, l'Etat ne peut venir prendre la place d'un détenteur quelconque, car s'il reçoit les épaves, il ne les crée pas.

L'article 539 dit : « Tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public. »

Et l'article 713 : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat. »

Aubry et Rau donnent la définition suivante : « On entend par biens vacants et sans maître ceux dont les anciens propriétaires sont décédés ou ont disparu et dont personne n'est plus admis à réclamer la propriété. »

Laurent s'exprime ainsi : « Le principe des articles 539 et 713 s'applique aux immeubles quand il y en a de vacants, ce qui ne peut guère arriver que dans les grandes calamités, la peste ou la guerre, et alors même l'Etat succéderait par

voie de déshérence. Pour qu'il y ait lieu à l'application du principe, il faut supposer qu'un propriétaire abandonne un immeuble dans l'intention de ne l'avoir plus, ce qui n'arrivera guère dans nos sociétés modernes, où les hommes sont si avides de propriété.

« Ainsi les biens vacants et sans maître sont des biens abandonnés ou présumés abandonnés *res derelicta*, comme les épaves que la mer a jetées sur le rivage. »

Pour les rédacteurs du Code civil, comme pour l'unanimité des auteurs, le caractère des biens vacants et sans maître c'est de ne pas être revendiqués, ni possédés par personne.

Or, il est certain que les biens détenus par les congrégations religieuses non autorisées lors de leur dissolution ne sont en aucune façon des biens abandonnés.

A ce premier point de vue, il est évident que les biens de ces congrégations ne peuvent avoir le caractère de biens vacants et sans maître.

La seconde idée, c'est qu'en vertu des articles 529 et 713, l'Etat ne peut se substituer à un possesseur ou détenteur quelconque.

Le droit de l'Etat ne peut pas être substitué à celui d'un autre possesseur ; il ne naît que lorsqu'il est certain que le bien n'est possédé par personne. Il n'y a pas translation de propriété au profit de l'Etat, mais occupation par l'Etat d'un bien abandonné. Il faut que le bien soit sans maître et non qu'il soit occupé par un détenteur sans titre ou n'ayant qu'un titre irrégulier.

Le fait matériel de la détention d'un bien suffit pour que ce bien ne soit pas vacant du moment où il est occupé par des personnes qui détiennent *animo domini*. L'Etat peut sans doute revendiquer contre les détenteurs les biens qu'ils ont usurpés s'il prouve qu'ils dépendent d'une succession en déshérence faute d'héritiers au degré successible ou par l'effet de la renonciation expresse de tous les héritiers. La réclamation se fonde sur l'article 768 du Code civil qui lui donne un droit de propriété. Dans les autres cas, il ne peut troubler la possession des détenteurs sous prétexte que leurs titres ne sont pas valables. L'Etat est autorisé à recueillir les biens sans maître et non à dépouiller les maîtres sans titres.

Au moment de leur dissolution, les congrégations détiennent et possèdent des biens et l'on ne voit pas à quel titre, d'après les articles 539 et 713 du Code civil, l'Etat pourrait s'en emparer. Pour concevoir l'application aux biens de congrégations de la théorie des biens vacants et sans maître, il a fallu un jurisconsulte comme Laurent, animé d'une grande hostilité contre les congrégations. Mais il reconnaît qu'il faudrait une disposition de la loi qui déclarât que les biens des associations religieuses non autorisées sont des biens sans maître.

Les liquidateurs ont prétendu qu'il résultait du système de liquidation organisé par l'article 18 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, que l'actif net ne pouvait être réclamé par aucune personne munie d'un titre valable et qu'il devait en conséquence être considéré comme

un bien vacant et sans maître, et pour cela attribué à l'Etat.

L'article 18 a-t-il cette portée ? La commission du Sénat, qui rédigea l'article et énuméra les diverses actions en reprise ou autres qui pourront être exercées, avait ajouté une disposition additionnelle écartant la société de fait entre congréganistes et lui refusant le droit de réclamer tout ou partie de l'actif. Nous avons déjà dit que le Sénat et la Chambre repoussèrent cette proposition. Nous pouvons tirer de ce fait la conséquence suivante : si la commission du Sénat a jugé utile de mettre dans l'article 18 une disposition écartant la société de fait, c'est qu'elle se rendait compte que les autres paragraphes de cet article n'excluaient pas l'invocation d'une telle société (1). Les deux assemblées ont voulu laisser entière la question de savoir à qui reviendra l'actif net. Il nous semble donc difficile d'admettre que la loi ait attribué à l'Etat l'actif net de la liquidation, dans les cas où il y en aura un.

En examinant le texte même du paragraphe 13 de l'article 18, nous voyons qu'il s'exprime ainsi : « L'actif net sera réparti entre les ayants-droit. » Ces mots supposent plusieurs personnes devant se partager l'actif. Si l'Etat doit être le seul et unique ayant-droit, pourquoi dire que l'actif net sera réparti ?

Le mot « réparti » a été substitué par la commission du Sénat au mot « partagé », employé par M. Lhopiteau dans

(1) Ceci ressort de la discussion du 22 juin, au Sénat.

son amendement. Cette substitution de mot est sans importance et ne change pas le sens, car dans les deux cas on suppose plusieurs co-partageants. MM. Trouillot et Chap-sal prétendent que les congréganistes se trouveront en concours avec l'Etat, car le paragraphe 14 leur donne le droit de réclamer dans certains cas des pensions. Mais dans les textes où il a été admis, ce paragraphe 14 était toujours présenté comme un correctif à l'attribution de l'actif net à l'Etat ; comme la rédaction définitive n'a pas voulu déterminer quels seront les ayants-droit, on ne peut invoquer cet argument.

Il serait assez singulier que l'Etat se vît attribuer le reliquat net des liquidations parce que les biens des congrégations non reconnues sont des biens vacants et sans maître, car l'Etat a mis fort longtemps à s'en apercevoir. Si l'on admet que les biens des congrégations non autorisées sont des biens vacants et sans maître, ils l'étaient déjà avant la loi de 1901 ; or la dissolution n'a fait que disperser les associés et n'a pas changé les droits de la congrégation sur les éléments de l'actif. Comment se fait-il donc que le fisc n'ait jamais songé qu'il y avait là des biens appartenant à l'Etat et que l'Etat pouvait prendre ? Comment se fait-il qu'il n'ait songé à ces biens que pour les frapper de certains impôts ? Comment se fait-il d'une manière générale qu'il ait toujours considéré les biens détenus par les congrégations comme des biens appartenant à des sociétés de fait, et non comme lui appartenant à lui-même.

Il est arrivé que certaines congrégations n'acquittèrent

pas les impôts, dont les avaient frappés les lois de 1880 et 1884; le fisc a cherché à se payer des sommes qui lui étaient dues. Il a employé contre ces congrégations la procédure de saisie immobilière qui ne se conçoit que vis-à-vis des biens appartenant à autrui; il a fait vendre ces biens, il s'est payé sur le prix de la vente de ce qui lui était dû, et lorsque par hasard il est resté un reliquat, le fisc l'a rendu à la congrégation.

Il y avait donc une contradiction entre l'attribution de la propriété à l'Etat et la pratique constante de l'administration.

## CHAPITRE VI

### LA SOCIÉTÉ DE FAIT

---

§ I. — *Les membres des congrégations non autorisées ont formé des sociétés de fait reconnues par la loi et la jurisprudence.*

Si ce n'est pas l'Etat qui est l'ayant-droit unique, où en trouver d'autres ? Les ayants-droit à l'actif net ne peuvent être que les congréganistes.

Ces congréganistes sont les ayants-droit du paragraphe 13 et ce à raison de la communauté de fait qui a existé entre eux. Toute association qui ne remplit pas les conditions légales nécessaires pour jouir de la personnalité civile constitue une société de fait. Les congrégations religieuses non autorisées, tolérées par les pouvoirs publics dans le passé, capables d'obtenir la reconnaissance légale dans l'avenir, ont eu une existence de fait qui établit au profit de leurs membres des droits certains.

Ces membres des congrégations dissoutes peuvent, en tant qu'anciens congréganistes, prétendre à une part des

biens formant l'actif. Il est vrai que la société qu'ils ont formée était nulle. Mais ce qui est certain également, c'est que, si une association de cette nature a fonctionné pendant de longues années, elle est devenue une société de fait ; il est né forcément des rapports juridiques soit entre ses membres, soit entre eux et des tiers.

L'existence d'une congrégation non autorisée a donné lieu à une société d'intérêts entre ses membres. Nous allons voir que le législateur lui-même l'a reconnu.

La loi de finances du 28 décembre 1880 a frappé toutes les congrégations religieuses d'un impôt sur le revenu établi sur les produits annuels, parts d'intérêt et comman-dites, et a créé la taxe dite d'accroissement. La loi s'ap-plique aux associations reconnues et aux sociétés même de fait existant entre tous ou quelques-uns des membres des associations reconnues ou non reconnues. On entendait alors par associations les congrégations religieuses. L'actif de ces sociétés de fait était composé par les biens détenus pour la congrégation. Le revenu doit être déterminé soit par les délibérations des conseils d'administration, soit par la déclaration des représentants des associations, soit à défaut de délibérations et de déclarations, à raison de 5 0/0 de l'évaluation détaillée des meubles et des immeubles com- posant le capital social. Ces associations non reconnues ont donc un capital social.

Le législateur admettait que ce capital social est la co-propriété des congréganistes. Si un religieux venait à mourir ou à quitter la congrégation, on estimait que la

part de ce religieux dans l'actif social accroissait aux associés restants, et à raison de cet accroissement, il était perçu un droit de mutation. La loi du 29 décembre 1884 a confirmé que cette disposition s'appliquait aux associations même de fait qui existaient entre les membres des congrégations. L'administration avait même prétendu qu'au décès de tout congréganiste, une déclaration devait être faite à chacun des bureaux d'enregistrement dans le ressort duquel la congrégation possédait un bien parce que le congréganiste décédé en avait une part.

La loi du 28 décembre 1880 avait donc reconnu l'existence des sociétés ou associations de fait entre les membres des congrégations non autorisées; elle avait constaté pour ces sociétés de fait l'existence d'un capital social et admis que tous les congréganistes avaient une part indivise de ce capital.

Les congrégations non reconnues étant dissoutes et devant être liquidées, devait-on envisager qu'il y a eu une société de fait entre les congréganistes? Si cette société de fait a existé, et il est bien difficile de le nier, ce sera au droit commun à en tirer les conséquences. Les membres des congrégations auraient pu, sans les 12 paragraphes de l'article 18, réclamer la totalité de l'actif de la liquidation; cependant la loi de 1901 leur a enlevé la possibilité de réclamer certains biens; mais sur le reliquat, pourquoi leur refuser tout droit?

§ II. — *Droits des congréganistes comme associés de fait.*

En vertu du droit commun, ils peuvent réclamer l'actif net. C'est ce qui résulte de la jurisprudence. Nous n'invoquons pas maintenant la jurisprudence spéciale aux congrégations, car on la discute, mais la jurisprudence générale.

Lorsque plusieurs personnes se sont groupées en une association et que des obstacles légaux ont empêché que ce groupement constituât une personne juridique valable, sa nullité en droit n'empêche pas qu'entre ces diverses personnes aient existé pendant sa durée des rapports d'intérêts, une communauté de fait, dont le juge doit tenir compte. Si la dissolution de cette association est prononcée cette communauté de fait ouvre, aux personnes qui en font partie, le droit de provoquer la liquidation, de réclamer le partage de l'actif. Ce partage, cette attribution de l'actif, est régi par les règles mêmes par lesquelles ces personnes avaient entendu régir l'être juridique qu'elles pensaient créer.

Cette jurisprudence s'est affirmée à l'occasion de sociétés qui, après avoir vécu de fait pendant un certain temps, étaient déclarées nulles. C'étaient des sociétés commerciales constituées sans qu'on eût observé les formalités voulues de publicité ou certaines règles de fait prescrites par la loi ; c'étaient des sociétés établies entre époux,

étant donné que, d'après les règles du droit civil, ces sociétés ne peuvent régulièrement se former; ou encore c'étaient des sociétés qui avaient tenté de se constituer en contravention de la loi pénale, par exemple entre pharmacien et non-pharmacien. Dans ces cas, la jurisprudence déclare que la société qu'on a voulu former est nulle; juridiquement il n'y a jamais eu de société. Entre ceux qui pensaient créer une société, il a existé une communauté de fait.

En matière de sociétés commerciales, des arrêts de la Cour de cassation (1) constatent qu'une communauté de fait a existé entre les personnes qui n'ont pu s'associer régulièrement et que de cette société est né le droit de liquider l'actif et de répartir les bénéfices conformément aux statuts.

Pour les sociétés entre époux, un arrêt de la Chambre civile déclare qu'il y a eu des rapports de fait qui doivent se régler sans que l'un s'enrichisse aux dépens de l'autre et qui ouvrent le droit réciproque de provoquer le partage de l'actif (2).

La Chambre civile, au cas d'une société constituée entre un pharmacien et un non-pharmacien, a déclaré que la nullité d'une société n'empêche pas qu'il ait pu y avoir entre les associés des rapports de fait qui ouvrent à

(1) D. 1880-1-123. Arrêt de la Chambre des Requêtes, du 7 juillet 1879. D. 1870-1-405. Arrêt de la Chambre civile du 11 mai 1870.

(2) D. 1888-1-349. Arrêt du 7 mars 1888. Il y a d'autres arrêts dans le même sens. D. 1903-1-207.

chacun le droit de provoquer le partage de l'actif et du passif résultant des opérations faites en commun (1).

Il faut reconnaître que les congréganistes n'ont pas formé une société véritable, qu'il n'a pas existé entre eux une société rentrant strictement dans les termes de l'article 1832 du Code civil. Or, ce n'est pas une société régulière dans les termes de l'article 1832, qui, prétendons-nous, a existé entre les congréganistes, mais seulement une communauté d'intérêts, des rapports de fait pouvant donner des droits sur l'actif détenu. Cette hypothèse se rapproche de celle des sociétés non régulièrement constituées sur lesquelles la jurisprudence a statué.

Les biens acquis par les congréganistes auront été achetés par eux ou bien ils les auront reçus par donation ; ils ont voulu rendre la communauté propriétaire, mais elle n'a pu le devenir, car elle n'avait pas la capacité civile. C'est un cas analogue à celui d'une société commerciale qui manque des qualités de forme ou de fond exigées par la loi. Dans les deux cas on a voulu acquérir quelque chose pour une société, mais elle n'a pu devenir propriétaire. Cette société est nulle *ab initio* ; mais entre les personnes qui avaient pensé la former, il a existé quant aux biens une communauté de fait qui a ouvert des droits aux pseudo-associés. Ce sont les congréganistes qui ont possédé, détenu en commun, fait fructifier ces biens que l'on appelle biens de la congrégation. Ici l'on ne peut

(1) D. 1877-1-70. Arrêt du 15 novembre 1876.

opposer l'inexistence de la société, de la congrégation ; car c'est en raison de cette nullité que nous sommes obligés d'envisager des rapports purement de fait. C'est en vertu de cette simple donnée de fait que la jurisprudence a ouvert des droits au cas de société nulle et nous pouvons l'invoquer au profit des membres des congrégations non autorisées. Nous voulons établir que les ayants-droit de l'actif net après la liquidation d'une congrégation dissoute sont les congréganistes qui faisaient partie de cette congrégation au moment de sa dissolution.

Une société ordinaire, nulle *ab initio*, a vécu un certain temps avant que sa nullité soit prononcée. Des biens ont été acquis pour cette société. La nullité une fois prononcée, la jurisprudence estime que, pour la liquidation, il faut considérer que les biens qu'on avait voulu acquérir pour la société sont devenus la propriété commune des associés : ils ont le droit de se les partager ; et le partage de ces biens s'effectuera entre eux, suivant les règles mêmes par lesquelles ils avaient pensé régir la société qu'ils entendaient créer.

S'il s'agit d'une congrégation, il en est de même. Des biens sont acquis sous une forme ou sous une autre et dans la pensée des associés ils doivent devenir les biens de la congrégation. La congrégation n'a pas l'existence légale, ni la capacité de posséder. Le jour où elle est dissoute, elle doit être liquidée et on doit partager l'actif commun entre ses membres, comme membres d'une société de fait. Elle doit être liquidée suivant les règles éta-

blies par ses fondateurs. Ainsi par les accords intervenus expressément ou tacitement entre eux, la part de celui qui sort de l'association accroît à ceux qui restent. Ce sera aux congréganistes faisant partie de la congrégation lors de sa dissolution que l'actif net — il n'est question que de l'actif net depuis les dispositions de la loi de 1901 — devra être remis.

Nous avons voulu établir qu'entre les membres d'une congrégation religieuse non autorisée, qui n'ont pu créer un être juridique valable, avait existé relativement aux biens détenus par eux la communauté de fait visée par la jurisprudence.

### § III. — *Les congréganistes sont-ils des associés ?*

Il n'y a pas identité des espèces, dira-t-on ; mais nous invoquons des arrêts, qui, sous des conditions de fait plus ou moins variables et différentes, ont trouvé des données juridiques similaires à celles en face desquelles nous nous trouvons. Or, tous ces arrêts, dans la partie où ils argumentent, où ils déduisent la raison de leurs décisions, visent purement et simplement la durée d'un être juridique qu'on a voulu former mais qui n'a pu se constituer ; il y a eu des rapports de fait qui n'ont pu fixer un patrimoine sur la tête d'un être juridique.

On a dit que jamais les congréganistes ne se sont considérés propriétaires de l'actif de la congrégation

et que toute idée de partage leur est demeurée étrangère.

Les membres d'une société nulle *ab initio*, tant que dure cette société, se considèrent comme propriétaires de l'actif social, mais non comme propriétaires privatifs et individuels. Dans tous les cas, pensent-ils, l'actif ne peut revenir à d'autres qu'à eux ou à leurs co-associés. Voilà le point de vue où se placent les associés dans les cas soumis aux tribunaux. La situation est en réalité la même pour les congréganistes.

Le moine, dit-on, acquiert pour sa communauté. Relativement aux biens qui constituent l'actif de la congrégation, le religieux n'a pas eu la pensée qu'il pouvait être individuellement propriétaire de ces biens. Mais le congréganiste a eu la pensée que la masse des biens détenus pour la congrégation ne pouvait revenir à d'autres qu'à lui ou à ses co-associés. Sans se prétendre propriétaire individuel, le congréganiste a eu l'idée de propriété collective, la seule qui pouvait se présenter à son esprit.

Se considérant comme un des ayants-droit de cet actif, le congréganiste a, conformément aux statuts de son ordre, estimé que sa part devait accroître aux membres sortants s'il quittait la communauté. Cela est parfaitement licite ; et c'est conformément aux statuts de son pacte social que le co-associé a droit, à un moment donné, à une part de l'actif.

L'associé a pensé que du jour où la société viendra à se liquider, l'actif social, conformément aux statuts, se ré-

partira entre lui et les autres associés. Quelles sont les intentions présumées des congréganistes? Si le religieux a envisagé que sa congrégation pourra être dissoute, cessera d'exister, il a naturellement eu l'idée d'un partage.

Il y a là une identité, une similitude suffisante entre la situation du congréganiste et celle de l'associé. D'ailleurs, nous avons vu que les arrêts décident d'après les rapports de fait, sans faire intervenir les idées de co-propriété et de partage.

#### § IV. — *Arrêts considérant les congrégations non autorisées comme des sociétés de fait.*

Nous pouvons invoquer maintenant plusieurs décisions de jurisprudence spéciales aux congrégations religieuses. Il faut remarquer que la question ne s'était pas posée, avant 1901, à la suite de la dissolution d'une congrégation. Cette jurisprudence a statué dans des espèces différentes mais infiniment plus délicates. Il s'agissait de savoir si, alors qu'une congrégation vivait, quelques-uns de ses membres pouvaient défendre en justice les biens qu'elle détenait contre les revendications de tiers. Il y avait quelque hardiesse à reconnaître et valider, au regard des tiers, des engagements que quelques-uns des membres avaient pris pour la congrégation. C'était consacrer l'existence de la congrégation et lui permettre de se perpétuer dans l'avenir que de reconnaître une société de fait pouvant pren-

dre des engagements valables. Certains arrêts ont cependant fait état de l'existence d'une société de fait entre les membres d'une congrégation non autorisée et ils l'ont reconnue parfois *in terminis* ; en se basant sur l'existence de fait de la congrégation, ils ont défendu les biens possédés par les congréganistes contre les revendications injustifiées des tiers ou déclaré valables les engagements pris par la société d'intérêts dont ils constataient la réalité.

Si la jurisprudence en a décidé ainsi, lorsque la congrégation vivait et paraissait être appelée à durer, nous pourrions *a fortiori* nous prévaloir de cette thèse dans le cas où il ne peut s'agir que de liquider les congrégations non reconnues ayant existé avant la loi de 1901.

Les liquidateurs ont prétendu qu'il était inadmissible, qu'une fois la congrégation dissoute, on fit valoir une communauté d'intérêts. Or, quand une société est nulle parce qu'elle n'a pu régulièrement se former, on admet qu'il y a eu société de fait. On peut, lorsqu'une congrégation est dissoute, faire valoir qu'il y a eu une semblable société.

Ils ont également dit que le fait d'annuler un contrat passé avec une congrégation non reconnue avait eu pour conséquence de rejeter l'idée de société d'intérêts. Mais on ne pouvait alors dire à celui qui avait traité avec une congrégation ou à ses héritiers qu'il y avait une société de fait avec laquelle il aurait pu contracter. On ne le pouvait pas, car il entendait traiter avec la congrégation, congrégation qui était incapable. Il pouvait donc être fait état

dans d'autres hypothèses d'une communauté d'intérêts. Ce sont ces espèces que nous allons examiner maintenant.

Il y a des arrêts qui ont, les uns *in terminis*, les autres d'une façon certaine, mais implicite, reconnu l'existence d'une communauté de fait entre les membres d'une congrégation non autorisée. Dans une première série d'arrêts, se trouvant en face de tiers qui revendiquent des biens possédés par une congrégation non autorisée, les juges décident qu'à raison de l'existence de fait de cette congrégation à raison de la possession commune qu'ont eue ses membres, une situation juridique est née qui doit être défendue contre les prétentions des tiers. En constatant qu'une congrégation non autorisée pouvait avoir un patrimoine et qu'il fallait le défendre, on reconnaissait l'existence d'une société de fait entre les congréganistes, sans en prononcer le nom. C'est le cas des arrêts rendus dans l'affaire Lacordaire et dans l'affaire Parabère.

Dans la première espèce, le frère du père Lacordaire, après la mort de celui-ci, revendiquait la propriété de divers immeubles achetés sous le nom du père Lacordaire. Ces immeubles avaient été constamment possédés, comme propriété commune, par l'ordre même des Dominicains ou Frères Prêcheurs. On jugea que, les immeubles ayant été acquis avec des fonds donnés pour les besoins de l'ordre et n'ayant jamais appartenu au père Lacordaire personnellement, l'ensemble des membres de la congrégation avait sur ces biens une possession que la justice devait défendre.

L'arrêt de la cour de Toulouse (1) déclara que l'ordre des Frères Prêcheurs ne constituait pas une personne civile, mais que les membres de la congrégation étaient individuellement capables de posséder et qu'ils pouvaient se défendre contre les demandes de ceux qui tendaient à les dépouiller.

Cet arrêt constate l'existence de fait de la communauté ; il dit en effet que cette existence rend les membres de la congrégation capables de posséder et que les immeubles n'ont pas cessé d'être possédés en commun par l'ordre lui-même.

Quelques années plus tard, la cour de Toulouse dira que c'est bien l'idée de société de fait qu'elle avait entendu consacrer dans cet arrêt du 24 janvier 1868. Les procès concernant la succession du père Lacordaire ont été longs et nombreux ; dans un arrêt du 10 juillet 1880 (2), elle rappelle l'arrêt de 1868 et en précise le sens.

Dans l'affaire Parabère, la cour d'Alger rendit un arrêt le 27 mai 1868 qui s'occupe également d'un immeuble possédé par une communauté et qui n'avait jamais été l'objet d'une propriété individuelle d'un de ses membres. En 1853, le préfet de Constantine avait cédé un immeuble au père Parabère, Jésuite, à charge d'y installer une œuvre pour les militaires, et depuis, l'ordre des Jésuites avait possédé et géré constam-

(1) D. 1870-1-277. Arrêt de la cour de Toulouse du 24 janvier 1868 et sur pourvoi arrêt de rejet de la Chambre civile du 30 mai 1870.

(2) D. 1882-1-451.

ment cet immeuble. Après la mort du fondateur, son frère revendiqua l'immeuble, qui avait été concédé par l'administration française. La cour d'Alger (1) rejeta la demande et décida qu'à côté de l'inexistence légale des congrégations non reconnues, il y avait leur existence de fait; qu'à la haute police de l'Etat seule il appartenait de pourvoir aux mesures que pouvait provoquer cette existence effective, de la tolérer s'il la jugeait inoffensive, de la faire cesser s'il y apercevait des dangers; que les tribunaux ne pouvaient admettre en principe qu'une association religieuse non reconnue, mais existant au grand jour avec la tolérance de l'Etat, pût être dépossédée par tout venant des biens qu'elle détenait et cela sans justification d'aucun droit.

Voilà encore reconnue l'existence de fait de la congrégation et la possession par celle-ci de certains immeubles. Comment l'Etat ne serait-il pas un tiers sans titre alors que c'est avec sa tolérance que la possession commune a eu lieu?

Une seconde série d'arrêts nomme formellement la société de fait.

C'est d'abord l'arrêt de Toulouse, que nous avons sommairement indiqué, du 10 juillet 1880, concernant la succession du père Lacordaire et qui fut suivi d'un arrêt de rejet.

Après la mort du père Lacordaire, un testament fait par lui au profit du père Mourey a été annulé. Le père Mou-

(1) D. 1869-1-313. La Chambre des Requêtes repoussa le pourvoi.

rey, qui avait pris possession des biens, devait rendre des comptes. Dans l'actif se trouvait une certaine somme provenant des œuvres littéraires du père Lacordaire. La famille réclamait les droits d'auteur, mais les congréganistes soutinrent que ces droits avaient été abandonnés à la société de fait ayant existé entre les Dominicains, car la société qu'ils avaient formée avait été déclarée nulle.

L'arrêt constate formellement l'existence d'une société de fait entre les membres de la communauté religieuse des Frères Prêcheurs et dit qu'elle a pu régulièrement posséder. Cette communauté à défaut d'autorisation n'a pas d'existence légale, mais elle n'en constitue pas moins une société de fait, laquelle, ainsi que l'a déclaré l'arrêt de Toulouse du 24 janvier 1868, rend ses membres, pris individuellement, capables de posséder et de défendre contre les actions qui tendraient à les dépouiller ; il leur est bien permis, comme conséquence de la société d'intérêts, de se procurer le moyen de vivre et à cet effet de mettre leur revenu en commun pour assurer leur existence.

La Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt en disant que les membres d'une congrégation non autorisée peuvent stipuler en leurs privés noms et prendre des engagements valables les uns envers les autres.

Nous pouvons citer les arrêts de la cour d'Orléans (1) concernant les réclamations formées contre la commu-

(1) D. 1858-4-21. Arrêt de rejet de la Chambre civile du 30 novembre 1857.

nauté du Sacré-Cœur de Picpus par les héritiers d'une dame Boulnois, ancienne religieuse. Le premier arrêt ordonnant une enquête est du 29 février 1856. Les héritiers de M<sup>me</sup> Boulnois réclamaient à la communauté certaines sommes qui lui étaient échues pendant son séjour dans la congrégation.

Il n'est pas besoin d'examiner, dit la cour, si le titre IX du livre III du Code Napoléon, régit directement toute espèce d'associations ; il suffit que les communautés religieuses soient le résultat d'une convention entre les membres de la communauté, que les membres soient unis par un lien commun, qu'ils aient des intérêts et des biens communs, qu'ils puissent en fait acquérir des droits et contracter des obligations et former ainsi une société civile *sui generis* pour que les actes de cette société et de ses membres soient justiciables des tribunaux ; que dès lors le magistrat ne peut refuser de juger ; il est autorisé à consulter la raison, l'équité et l'analogie pour apprécier et régler les rapports des communautés religieuses non autorisées avec les tiers.

C'est la reconnaissance *in terminis* d'une société *sui generis* existant entre les congréganistes et de la validité des actes de cette société.

Le second arrêt, rendu le 20 mai 1857 parle du patrimoine de la société de fait. Il considère que les membres de ces associations de fait échappent à la solidarité

(1) D. 1858-2-49.

et ne sont tenus que sur les biens des dites associations et de leurs établissements et sur ceux qu'ils pourraient personnellement détenir à titre de prête-nom.

Le 20 décembre 1857, la Chambre civile rejeta le pourvoi formé contre ces décisions en ces termes :

« Attendu qu'une communauté religieuse non autorisée, si elle n'a pas d'existence légale, si elle ne présente aucun des caractères d'une véritable personne civile, constitue cependant une société de fait nécessairement responsable vis-à-vis des tiers des engagements par elle pris, soit que ces engagements résultent de contrats ou de quasi-contrats, soit, et à plus forte raison, s'ils dérivent de délits ou de quasi-délits. »

Nous avons déjà parlé d'une affaire analogue, qui fut soumise à la cour de Paris. M<sup>me</sup> de Guerry, sortie de la congrégation de Picpus, réclamait des biens qu'elle avait apportés à la communauté. La cour, le 8 mars 1858, a jugé que sa demande était fondée, et elle a considéré que si les communautés religieuses non autorisées ne constituaient pas des personnes civiles, elles formaient entre les membres dont elles se composaient des sociétés de fait responsables envers les tiers des engagements qu'elles prenaient, soit que ces engagements dérivent de contrats ou de quasi-contrats, soit qu'ils aient pour cause des délits ou des quasi-délits.

Nous avons montré, alors qu'il s'agissait d'assurer la durée de communautés qui vivaient, que certaines décisions de jurisprudence avaient reconnu, soit implicite-

ment, soit explicitement, l'existence entre les congréganistes d'une société de fait ; qu'elles reconnaissent à cette société de fait la possibilité de prendre des engagements valables soit entre ses membres, soit vis-à-vis des tiers ; qu'elles avaient admis que cette société d'intérêts avait pu avoir sur des immeubles une possession susceptible d'être défendue contre les revendications de tiers dépourvus de titres. Or, il s'agit, depuis la dissolution des congrégations non autorisées en vertu de la loi de 1901, de décider seulement ce qui se passera au cas de liquidation ; alors il semble qu'à *fortiori* on doive admettre l'existence d'une société de fait.

§ V. — *Malgré les objections faites aux Chambres et par les liquidateurs, les congréganistes ont formé des sociétés de fait.*

Les liquidateurs ont repris les objections faites par M. Waldeck-Rousseau, lors de l'amendement de M. Viviani, contre la société de fait entre congréganistes. La Chambre avait une première fois refusé de condamner l'existence d'une telle société, et il en avait été de même au Sénat, suivant l'aveu du président du conseil.

MM. Waldeck-Rousseau et Trouillot, voulant rendre impossible toute invocation d'une communauté de fait, eurent l'idée de prétendre que les autres dispositions de l'article 18 impliquaient le rejet de cette société.

Dans son rapport, M. Trouillot disait que toute société de fait était inadmissible, car l'article 18 reconnaissait un droit de revendication au donateur et donnait des pensions à certains congréganistes. M. Waldeck-Rousseau prétendit en outre que la nomination d'un liquidateur-séquestre impliquait le dessaisissement de tout ce que la congrégation possédait. Privés du bénéfice de la possession, comment les congréganistes pourraient-ils se prévaloir d'une communauté de fait ayant existé entre eux ?

M. Waldeck-Rousseau dit qu'il n'a pas pu y avoir une société de fait, car la loi permet aux donateurs ou à leurs héritiers de revendiquer les biens dont ils avaient disposé ; on ne revendique que ce dont on est toujours resté propriétaire et la société de fait aurait été capable — s'il y en avait une — de recevoir. Autoriser le donateur à revendiquer, c'est nier la société de fait ; de plus, passé le délai de six mois accordé pour les actions en revendication, il n'est plus possible de faire valoir aucun droit et le bien devient vacant.

Dans cette séance du 28 juin, M. Trouillot s'exprimait ainsi :

« La commission demande à la Chambre de voter l'article 18 avec le sens et la portée qui ont été précisés dans le rapport de la commission ».

M. Beauregard répondit :

« L'article 18 peut être voté tel quel, mais les commentaires de M. le rapporteur ne peuvent pas être adoptés en

même temps. C'est dans ces termes seuls que nous avons le droit de prendre une décision sur cet article. »

L'article 18 fut alors voté. C'est alors que M. Viviani présenta son amendement et M. Waldeck-Rousseau ses observations.

M. Lhopiteau fit remarquer :

« J'ai voté l'article 18 tel qu'il nous est revenu des délibérations précédentes, mais je me hâte d'ajouter que je l'ai voté sans les considérations dont l'honorable rapporteur l'avait entouré dans son rapport. »

Il était entendu, ajoutait-il, que les observations du rapporteur et du président du conseil n'avaient d'autre autorité que celle qu'elles tirent des personnes dont elles émanent.

Rien n'indique que la Chambre ait voté l'article 18 dans le sens que voulaient lui donner MM. Trouillot et Waldeck-Rousseau.

Quelle est la valeur des arguments du président du conseil ?

Le paragraphe 7 de l'article 18 parle de l'action du donateur seulement. La société de fait a porté également sur les biens acquis à titre onéreux et sur ceux qui sont le produit du travail ou de l'épargne des congréganistes.

On peut très bien donner à cette disposition un sens qui la rende compatible avec l'existence d'une société de fait. Quelles ont été les intentions de ceux qui ont donné des biens aux congrégations ? Ces intentions sont généralement différentes de celles qui animent le donateur qui

veut gratifier un particulier. On donne généralement à un particulier pour lui témoigner de l'affection et sans envisager spécialement l'affectation des choses données. Celui qui a donné à une congrégation l'a fait pour lui permettre d'accomplir ses œuvres, auxquelles il s'intéressait ; il le faisait avec une intention déterminée ; il s'est dessaisi sous la condition tacite que l'objet donné servirait à l'accomplissement des œuvres de la communauté. La dissolution de la congrégation vient mettre un obstacle à la réalisation de la volonté du disposant, et la donation doit être résolue pour cela.

Cette condition n'est que tacite et elle ne suffirait pas pour faire prononcer la résolution. C'est pourquoi le législateur de 1901 a entendu donner une action en résolution de la donation pour inexécution des conditions ; la loi interprète la volonté du disposant. Nous avons vu que dans le paragraphe 8 de l'article 18, il est dit que si les biens et valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier, non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge d'assurer l'accomplissement de ce qui faisait l'objet de la libéralité.

Si le paragraphe 7 peut s'interpréter ainsi — et rien ne s'y oppose — il devient pleinement compatible avec l'existence d'une société de fait. Et si l'action du paragraphe 7 n'est qu'une action en résolution de la donation pour inexécution des conditions, cela signifie que le donateur a pu se dessaisir initialement. En conséquence, si le donateur

s'est dessaisi, cela n'a pu être qu'au profit de la société d'intérêts existant entre les membres d'une congrégation non autorisée, car celle-ci n'a pu acquérir.

Le mot « revendiquer » peut parfaitement se justifier. Au cas habituel de révocation d'une donation pour inexécution des charges, quand elle a été prononcée par un jugement, il y a effet rétroactif, le donateur est censé être demeuré toujours propriétaire.

Pour les biens donnés à la congrégation dissoute, le législateur a prononcé d'office la révocation. Par analogie de ce qui se passe au cas de donation ordinaire, celui qui a donné à la congrégation se trouve donc rétabli par la loi, *facto ipso*, dans sa propriété et est considéré comme ne l'ayant jamais perdue.

On ne peut affirmer que le paragraphe 7 a été voté certainement dans ce sens, mais on ne peut pas davantage dire qu'il l'ait été dans un autre. Il nous semble qu'il n'y a pas inconciliabilité entre le paragraphe 7 et la société de fait.

Nous pouvons signaler de nouveau que la commission du Sénat, qui a élaboré le texte de l'article 18, après avoir écrit le paragraphe 7, avait cru devoir ajouter un paragraphe final portant qu'en aucun cas les congréganistes ne pourront se prévaloir d'une société de fait ayant existé entre eux pour réclamer une partie de l'actif ; c'est donc qu'elle sentait bien que la société de fait n'était pas définitivement condamnée par le paragraphe 7. Le Sénat refusa de voter ce paragraphe additionnel et il ne fut pas

dit alors que le paragraphe 7 avait déjà condamné la thèse de la société de fait.

Si l'action en revendication du donateur n'est autre que l'action en résolution pour inexécution des conditions, le fait de la part du donateur de ne pas l'intenter laisse purement et simplement subsister le droit du donataire (1).

Si l'on admet l'interprétation de l'article 7 donnée par M. Waldeck-Rousseau, au bout de six mois le donateur qui n'aura pas intenté son action sera dessaisi, n'aura plus de droits. La congrégation n'en aura pas davantage ; mais il restera le fait que les congréganistes ont possédé, ont détenu matériellement les biens qui avaient été donnés à la congrégation et cette détention à elle seule est un obstacle absolu à la prétention de l'Etat.

C'est pourquoi M. Waldeck-Rousseau fit intervenir l'idée d'un dessaisissement résultant de la nomination d'un liquidateur-séquestre. La nomination d'un liquidateur a fait cesser tous les effets de la possession ou de la détention que certaines personnes pouvaient avoir eue, dit-il.

Mais que faut-il donc entendre par séquestre pour lui reconnaître des effets aussi absolus. Le Code civil, dans l'article 1956, dit :

« Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes d'une chose contentieuse entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contes-

(1) L'Etat peut se prévaloir des droits des donateurs qui n'ont pas laissé d'héritiers ou dont les héritiers ont renoncé.

tation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir. »

Et l'article 1961 s'exprime ainsi :

« La justice peut ordonner le séquestre :

1° Des meubles saisis sur un débiteur ;

2° D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes. »

Aubry et Rau définissent ainsi le séquestre :

« Le séquestre est la remise, entre les mains d'un tiers, d'une chose mobilière ou immobilière dans le but de sauvegarder les droits des parties intéressées à sa conservation. D'ordinaire, le séquestre porte sur une chose contentieuse. »

L'administrateur-séquestre possède d'après ces textes pour celui qui, à la fin du débat, sera jugé être le véritable ayant droit ; il maintient les choses dans l'état où elles étaient au moment où la contestation a commencé. Si nous appliquons ces principes au cas de la liquidation d'une congrégation, nous devons admettre que le liquidateur possède pour les ayants-droit qui doivent être déterminés par les tribunaux. Comment la nomination d'un séquestre entraînerait-elle donc un dessaisissement juridique pouvant faire naître le droit de l'Etat ?

M. Trouillot et, depuis, les liquidateurs, ont prétendu que la société de fait était inconciliable avec l'idée de pensions accordées par le paragraphe 14 de l'article 18. Pourquoi, disent-ils, attribuer des pensions sur l'actif net à

certaines congréganistes s'ils sont d'autre part les ayants droit à cet actif.

L'idée d'allouer des secours aux congréganistes a toujours été présentée comme un correctif à l'attribution à l'Etat, dans les divers projets soumis aux Chambres, de l'actif net de la liquidation. Cette disposition avait disparu dans l'amendement de M. Lhopiteau et c'est la commission du Sénat qui l'a rétablie. Elle corrigeait ce que la formule additionnelle avait de trop rigoureux. Pendant la discussion de l'article 18 devant le Sénat, M. Guérin obtint le rejet de la proposition additionnelle et on se demanda s'il fallait laisser dans cet article 18 le paragraphe 14 relatif aux pensions.

C'est alors que M. Trarieux intervint (1). Il envisageait la possibilité de procès dans lesquels les membres de la congrégation pourront soutenir qu'il y a eu société de fait entre eux. Or, les tribunaux pourront décider qu'il n'a pas existé une société de fait ; dans cette éventualité il voulait faire maintenir la phrase que contenait le projet primitif. Il y a là comme une ressource ultime pour l'éventualité où les tribunaux reconnaîtraient que cet actif doit revenir à l'Etat, après avoir écarté la société de fait.

En admettant, ont dit les liquidateurs, qu'une société d'intérêts ait existé entre les congréganistes, cette société serait illicite ; or, ceux qui ont contracté une société illicite peuvent réclamer les biens qu'ils ont apportés, mais ils ne

(1) Sénat, Séance du 22 juin 1901.

peuvent s'autoriser de sa prétendue existence pour demander le partage des bénéfices. Par conséquent, la société de fait ne peut donner un droit aux congréganistes à demander l'attribution et le partage de l'actif net.

Ce caractère n'a pas été invoqué contre la société de fait pendant la discussion de la loi de 1901. En admettant même que la société de fait entre congréganistes fût illicite, est-il certain que cela empêcherait les membres de la société de venir au partage ?

La société de fait, disent les liquidateurs, c'est la congrégation. Or, une congrégation non autorisée est une association illicite. Il est vrai qu'une congrégation non autorisée est incapable de posséder, elle n'est pas une personne morale reconnue par la loi ; mais tombe-t-elle sous un texte pénal ?

A part l'arrêt rendu contre les Assomptionnistes, le 6 mars 1900, il n'y a pas de décisions de justice déclarant qu'une congrégation religieuse non autorisée était délictueuse (1). Il semble bien que, sauf dans le cas des Assomptionnistes, qui offrait des circonstances spéciales, le ministère public n'a pas demandé l'application aux congrégations religieuses non autorisées de l'article 291 du Code pénal.

L'article 291 du Code pénal est inapplicable en la matière.

(1) D. 4879-2-255. V. la note de M. Beudant qui déclare qu'une congrégation religieuse non autorisée n'est pas illicite.

Au moment où le Code pénal s'élaborait, le gouvernement avait à sa disposition le décret de messidor an XII qui lui permettait de dissoudre en toutes circonstances et sans débat judiciaire toutes les congrégations religieuses non autorisées. Rien n'a indiqué que le Code pénal avait abrogé le décret du 3 messidor an XII et la loi du 24 mai 1825 n'a pas non plus édicté de sanctions légales contre les associations religieuses non reconnues. C'est ce qui fut dit par le ministre à la Chambre des députés en 1845, lors des débats soulevés par M. de Montlosier (1).

Les congrégations non autorisées ont trouvé dans leur existence même la base d'une faveur de la loi : c'est donc qu'elles n'étaient pas visées par les lois pénales. C'est ainsi que la loi du 24 mai 1825 décide que les congrégations religieuses de femmes existant avant le 1<sup>er</sup> janvier 1825 pouvaient être autorisées par un simple décret au lieu d'une loi exigée pour les autres. De sorte que le fait pour une congrégation d'avoir existé pendant un certain temps, devient pour elle la source d'un privilège lui permettant d'obtenir l'autorisation plus facilement. Ne serait-il pas ridicule, concluait M. Beudant, de qualifier d'illicite une situation qui, à un moment donné, devient la source d'une faveur.

La congrégation non autorisée n'était pas une association délictueuse avant la loi de 1901. Or, si la congrégation

(1) Les décrets de 1880 invoquent le décret du 3 messidor an XII et la loi de 1901 l'a abrogé formellement. D'autre part, il était impossible d'appliquer à la fois le décret de l'an XII et l'article 291 du Code pénal.

n'était pas une association illicite, la société de fait formée entre les congréganistes n'en est pas une non plus. Mais en admettant que cette société de fait fût quelque chose d'irrégulier, le jour où elle vient à être dissoute — il ne s'agit pas de la perpétuer — ses membres pourront-ils réclamer leur part dans l'actif ?

Il y a des sociétés parfaitement illicites en ce sens qu'elles sont constituées en contravention à la loi pénale et qu'elles exposent leurs membres à des poursuites correctionnelles ; telle est la société formée entre un pharmacien et un non-pharmacien (1). Certaines décisions disent qu'ils pourront agir pour demander la liquidation et réclamer le partage de l'actif. D'autres décisions disent le contraire. Il n'en est pas moins vrai que dans le cas d'une société manifestement illicite, une partie de la jurisprudence admet l'action en partage. Les sociétés de fait ayant existé entre congréganistes peuvent invoquer la jurisprudence la plus favorable puisque, loin de les poursuivre, l'autorité les a laissées vivre pendant un certain nombre d'années.

Il y a des sociétés qui sont non pas délictueuses, mais illicites et irrégulières au point de vue de la loi civile. Ainsi les sociétés entre époux constituées contrairement aux règles du Code civil (2) ou les anciennes sociétés,

(1) D. 1877-1-70.

(2) Arrêt de la Chambre civile du 7 mai 1888 (D. 1888-1-349) et deux arrêts de la Chambre des Requêtes du 8 décembre 1891 (D. 1892-1-117) et 27 juin 1893. (D. 1893-1-488).

entre agents de change et bailleurs de fonds, pour l'exploitation d'une charge, avant la loi du 2 juillet 1862, contrairement aux articles 74 et 75 du Code de commerce (1). Lorsque ces sociétés sont annulées, la jurisprudence est unanime pour admettre que leurs membres peuvent agir en liquidation et se partager l'actif.

La société de fait entre congréganistes est semblable à ces sociétés. A des situations semblables on doit appliquer les mêmes règles (2).

(1) Arrêts du 13 mai 1862 (D. 1862-1-338) et du 29 juin 1863. (D. 1863-1-476).

(2) MM. Delassalle, Brunet et Duez citent des décisions qui ont admis la société de fait et d'autres qui l'ont rejetée. La jurisprudence est donc divisée sur cette question après comme avant la loi de 1901. V. dans Dalloz un arrêt de la Cour de Caen qui rejeta la société de fait (D. 1904-2-57) et en sens contraire un arrêt de la cour d'Aix. (D. 1906-2-372).

Une distinction peut être proposée dans le but de fixer respectivement les droits de l'Etat et ceux des congréganistes à l'actif net. S'il s'agit de biens provenant du travail des religieux, le prix de ces biens ou plus exactement le reliquat qu'il aura produit devra être attribué à ces religieux.

S'il s'agit de biens donnés ou légués et qui n'aient pas été l'objet d'actions en revendication le prix ou le reliquat en reviendra à l'Etat.

S'il s'agit de biens achetés pour le compte de la congrégation, l'Etat pourra reprendre les biens, mais en faisant état des prix initialement payés par ceux qui les ont fait entrer dans la masse.

Cette proposition diffère un peu de la solution que nous adoptons ; mais pour les biens achetés il sera bien rare que l'Etat ait un intérêt sérieux à agir ainsi. Dans le cas où tous les biens proviendraient de libéralités, il sera donc naturel que des pensions soient payées aux congréganistes. Les tribunaux ont la liberté de rechercher la provenance des biens composant l'actif net. Comme l'ont décidé les jugements du tri-

bunal civil de la Seine, du 4 août 1904, cités par MM. Delassalle, Brunet et Duez, les juges peuvent reconnaître un droit ou non aux congréganistes sur l'actif net suivant la provenance de cet actif. Ils ont dit que les rapports de fait et l'agglomération de biens ont donné certains droits aux membres de la congrégation.



## CONCLUSION

La tolérance, que les gouvernements successifs ont accordée aux congrégations non autorisées, est un fait important qu'on ne peut négliger. Les congréganistes invoquent en effet une société d'intérêts ayant existé entre eux à l'encontre des prétentions de l'Etat. Si l'administration a connu, toléré, accepté, protégé leur existence, c'est une question de justice que les droits des membres d'une communauté soient reconnus.

En maintes circonstances, l'Etat s'est servi des congrégations non autorisées et les a utilisées. Nous avons cité la loi de 1825, qui établissait un privilège au profit des communautés religieuses de femmes existant au 1<sup>er</sup> janvier de cette année-là. Légiférer ainsi, c'était reconnaître l'existence de ces communautés.

Lors de la discussion de la loi du 15 mars 1850 sur l'enseignement, dite loi Falloux, le législateur repoussa la proposition tendant à défendre aux membres des congrégations non autorisées d'enseigner dans une école publique ou libre, primaire ou secondaire. Les pouvoirs publics acceptaient en conséquence l'existence de congrégations religieuses non autorisées.

Après les troubles révolutionnaires, certaines villes s'imposèrent, avec l'autorisation administrative et légale, pour réparer des dommages causés par les émeutiers à des propriétés de congrégations non reconnues.

Les lois de finances de 1880 et de 1884 visèrent expressément les associations de fait entre membres d'une congrégation non autorisée et frappèrent les associés restants d'un droit d'accroissement sur la part de ceux qui cessent de faire partie de la communauté.

Dans bien des cas, les pouvoirs publics ne se contentèrent pas d'accepter cette existence de fait, mais l'utilisèrent. Des décisions ministérielles accordèrent des concessions importantes en Algérie à des congrégations non autorisées, ainsi que dans d'autres colonies.

Bien plus, par une série de décrets et d'ordonnances, l'État a reconnu d'utilité publique des congrégations non autorisées et leur a ainsi donné la faculté de posséder. Le gouvernement, loin de nier l'existence et la valeur de ces mesures administratives favorables aux communautés, les énumère quand il prononce la dissolution. Les membres de ces congrégations, par la possession en commun de biens composant leur actif, n'ont pas acquis un droit au partage de ces biens car la loi leur a refusé cet avantage ; mais ils en ont un à l'attribution du reliquat qui pourra subsister quand on aura fait droit à toutes les reprises et à toutes les revendications.

On ne peut invoquer l'aide accordée par l'État dans le passé aux congrégations non autorisées, soit en leur don-

nant la qualité d'établissements d'utilité publique, soit en leur offrant des concessions immobilières aux colonies, pour demander la prolongation dans l'avenir de ces sociétés de fait ; mais en ce qui concerne l'attribution de l'actif net des liquidations ordonnées par la loi de 1901, il semble que l'Etat, ayant laissé cette masse de biens se former, parfois avec sa faveur et son aide, ne peut pas dire que cet actif est à lui. Il paraîtrait en agissant ainsi ne l'avoir laissé se constituer que pour le prendre. Il y aurait eu là une admirable habileté de la part de l'Etat français ; il aurait attendu avec une patience merveilleuse que le jour fût venu pour revendiquer ses droits de propriété, après les avoir masqués par des affirmations contraires, successivement répétées. L'actif net doit être attribué aux congréganistes, à raison de la communauté de fait ayant existé entre eux. Nous croyons que le législateur de 1901 a refusé de mettre dans la loi la confiscation et que les tribunaux sont juges de l'attribution de l'actif net en toute liberté.

Vu : le Président,

M. PLANIOL.

Vu : le Doyen,

CL. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur l'Inspecteur de l'Académie,

A. FRINGNET.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                         | 4  |
| CHAPITRE PREMIER. — Etude historique sur la condition des congrégations en France . . . . .                   | 5  |
| CHAPITRE. II.— De la condition des congrégations non autorisées.                                              | 15 |
| § 1. — Inexistence juridique des congrégations non autorisées . . . . .                                       | 15 |
| § 2. La jurisprudence avant la loi de 1901. . . . .                                                           | 20 |
| CHAPITRE III.— De la liquidation des biens des congrégations non autorisées. . . . .                          | 29 |
| § 1. Organisation de la liquidation. . . . .                                                                  | 29 |
| § 2. Des droits de reprise ou de revendication. . . . .                                                       | 35 |
| 1. Droits des congréganistes. . . . .                                                                         | 36 |
| 2. Droits des donateurs . . . . .                                                                             | 42 |
| § 3. Du passif. . . . .                                                                                       | 45 |
| Droits des créanciers. . . . .                                                                                | 46 |
| CHAPITRE IV. — Quels sont les ayants droit à l'actif net? . . . .                                             | 52 |
| CHAPITRE V. — Les biens des congrégations non autorisées sont-ils des biens vacants et sans maître? . . . . . | 57 |
| § 1. Arguments en faveur de la thèse des biens sans maître. . . . .                                           | 57 |

|                                                                                                                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| § 2. Arguments contraires à la thèse de biens sans maître. . . . .                                                                                                 | 60 |
| CHAPITRE VI. — Les sociétés de fait. . . . .                                                                                                                       | 66 |
| § 1. — Les membres des congrégations non autorisées, nulles de droit, ont formé sociétés de fait des reconnues par le législateur et par la jurisprudence. . . . . | 66 |
| § 2. — Les membres des congrégations non reconnues ont, comme associés de fait, des droits sur l'actif net. . . . .                                                | 69 |
| § 3. — Objections faites à la possibilité de considérer les congréganistes comme des associés. . . . .                                                             | 73 |
| § 4. — Arrêts considérant les congrégations non autorisées comme des sociétés de fait. . . . .                                                                     | 75 |
| § 5. — Malgré les objections faites aux Chambres et par les liquidateurs, les congréganistes ont formé des sociétés de fait. . . . .                               | 83 |
| Conclusion . . . . .                                                                                                                                               | 97 |

---

## ERRATA

---

Page 61 : Laurent, Principes du droit civil, t. VI, n° 39. La citation se termine après les mots : avides de propriété.

Page 91 : Note 1 : D. 1879-2-225 au lieu de 255.

---

SAINT-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.

---





